MARDI 26 AOÛT 2025
81e ANNÉE – N° 25085
3,80 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR –
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde

Climat : après un été brûlant, la transition en panne

▸ La canicule qui a accablé la France et les incendies qui ont ravagé l'Europe ont dominé l'actualité estivale, après des mois de reculs sur l'environnement

▸ Ce rappel à l'ordre peut-il remettre l'urgence climatique au cœur des débats, alors que la rentrée parlementaire sera centrée sur les enjeux budgétaires ?

▸ Le bloc central, qui a laissé jusqu'ici la droite et l'extrême droite détricoter la politique de transition écologique, hésite encore sur la ligne à adopter

▸ Pour la climatologue Valérie Masson-Delmotte, « la situation va empirer, mais le danger vient aussi d'un déni collectif, d'une forme d'indifférence »

▸ Dans l'Aude, le difficile rétablissement des communications après l'incendie souligne la vulnérabilité des réseaux de télécoms

PAGES 10 À 12

L'ÉTÉ EN SÉRIES

L'ÉNIGME MOHAMMED VI
Au Maroc, une atmosphère de fin de règne s'est installée autour du souverain de 62 ans, dont l'état de santé suscite des questions, vingt-six ans après son intronisation, en 1999

PAGES 18-19

La « pensée 68 » face au moment Trump
Jacques Rancière, philosophe, analyse l'offensive réactionnaire en cours : « Le peuple du ressentiment fabriqué par les milliardaires tient le haut du pavé »

PAGE 20

Mohammed VI (au centre), le prince héritier, Moulay Al-Hassan, et la princesse Lalla Khadija, à Rabat, le 28 octobre 2024. LUDOVIC MARIN/AFP

Politique La guerre des gauches ravivée lors des universités d'été

LE PREMIER WEEK-END de rentrée politique des partis de gauche a souligné les difficultés à réaliser l'union, que ce soit pour les élections municipales de mars 2026 ou pour la présidentielle de 2027. Les « insoumis », réunis dans la Drôme, ont répété qu'ils présenteront en 2026 autant de candidats qu'ils le souhaitent, y compris dans des villes déjà dirigées par la gauche. Quant à l'organisation d'une primaire pour l'élection présidentielle, c'est toujours non pour LFI.

Chez Les Ecologistes, où les travaux pour un Front populaire 2027 se sont poursuivis lors de l'université d'été à Strasbourg, la secrétaire nationale du parti, Marine Tondelier, fait mine de réfléchir à sa propre candidature, mais le choix de ne proposer qu'un nom à une primaire de la gauche fait débat.

PAGE 8

Logement
Les étudiants parisiens fuient la capitale, hors de prix

Une majorité d'étudiants de Paris sont contraints d'élire domicile ailleurs, notamment en Seine-Saint-Denis, bien desservie par les transports en commun et où les loyers sont moindres

PAGE 7

Royaume-Uni
La colère contre les demandeurs d'asile profite à l'extrême droite

A la suite d'une décision de justice validant la fermeture d'un hôtel où vivaient des migrants, la mobilisation contre leur accueil ne faiblit pas en Angleterre et les propos xénophobes se banalisent

PAGE 2

Antisémitisme
L'ambassadeur des Etats-Unis critique Macron

PAGE 3

Guadeloupe
Retailleau annonce des renforts contre le narcotrafic

PAGE 9

Idées
L'Arcom se défend après la mort de Jean Pormanove

PAGE 22

ÉDITORIAL
FAMINE À GAZA : L'IMPUNITÉ D'ISRAËL CONFORTÉE PAR WASHINGTON
PAGE 24

Netflix Le succès phénoménal du film « K-Pop Demon Hunters »

Image extraite du film « K-Pop Demon Hunters ». NETFLIX

LE LONG-MÉTRAGE *K-Pop Demon Hunters*, produit par Sony Pictures Animation, enregistre le meilleur score de l'histoire de Netflix pour un film d'animation. Son décor ? Séoul. Sa bande originale ? De la K-pop. Car si les enfants le regardent en boucle, c'est surtout sa bande originale qui conquiert toutes les générations. Phénomène musical de l'été, elle totalise plus de 3 milliards d'écoutes dans le monde. Pour parfaire sa recette, le film intègre des codes narratifs hollywoodiens ayant déjà fait leurs preuves.

Le soft power sud-coréen passe ainsi de l'exportation de produits culturels à la création d'un imaginaire global dans lequel on rêve, on danse, on combat.

PAGE 15

Justice
En bord de Seine, la piste de crimes homophobes en série

Les enquêteurs soupçonnent un jeune migrant sans abri d'avoir tué quatre hommes en seize jours en raison de leur orientation sexuelle

PAGE 5

Economie
La bulle de l'IA va-t-elle finir en krach ?

Investissements mirobolants, valorisations boursières extravagantes et faibles profits : la folie de l'intelligence artificielle suscite l'inquiétude

PAGE 14

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Allemagne 4,80 €, Andorre 4,30 €, Autriche 4,50 €, Belgique 4,00 €, Espagne 4,30 €, Grèce 4,20 €, Guadeloupe-Martinique 4,00 €, Italie 4,20 €, Luxembourg 4,20 €, Maroc 32 DH, Pays-Bas 4,60 €, Portugal cont. 4,30 €, La Réunion 4,00 €, Sénégal 2 500 F CFA, Suisse 4,80 CHF, Tunisie 7,10 DT

EN SÉRIES

Au Maroc, une atmosphère de fin de règne

L'énigme Mohammed VI – 1|6 – Vingt-six ans après son intronisation, en 1999, le souverain marocain reste un personnage complexe dans son rapport au pouvoir. Alors que son état de santé soulève des questions, l'optique de sa succession attise luttes d'influence et coups bas entre factions de l'élite

Le roi du Maroc, Mohammed VI (à droite), et le prince héritier Moulay Al-Hassan, lors de la visite du président français, Emmanuel Macron, à Rabat, le 28 octobre 2024. LUDOVIC MARIN/AFP

Ce sont deux images en miroir et, derrière elles, deux récits qui se croisent pour composer le clair-obscur royal où se réfléchit le Maroc du moment. La première scène se déroule le 7 juin, lors de la prière de l'Aïd el-Adha (« fête du sacrifice ») à la mosquée de Tétouan, dans le nord du royaume chérifien. Djellaba jaune pastel et tarbouche grenat, le roi Mohammed VI est assis sur un tabouret gainé de cuir. Son visage trahit la fatigue, tandis que chacun autour de lui loue Allah en se prosternant. Cette image du souverain de 62 ans, singularisé dans sa fragile immobilité au sein d'une assemblée en génuflexion, effort qu'il ne peut plus accomplir, aggrave l'inquiétude déjà prégnante sur son état de santé.

Plus de deux semaines après, inversion radicale du narratif. Les réseaux sociaux diffusent une vidéo où l'on voit ce même Mohammed VI en maillot de bain, à cheval sur un Jet-Ski, au large de Cabo Negro, station balnéaire proche de Tétouan, entouré d'un essaim d'esquifs de gardes du corps. Le roi lève une main timide vers les compatriotes qui l'acclament de la côte. Son attitude reste empruntée, mais un souverain capable de piloter seul pareil engin ne saurait être souffrant. Soudain, le trouble né de la scène précédente se dissipe.

Cette chorégraphie duale ne saurait mieux résumer le processus de transition que traverse le Maroc. Le roi est physiquement diminué, d'autres clichés le confirment – surtout quand il accueille Emmanuel Macron à Rabat, fin octobre 2024, amaigri, une canne en main –, mais cet affaiblissement ne comporterait à ce stade rien de dramatique, rien qui puisse entamer sa sérénité au gouvernail du royaume. Tel est le message officiel travaillé et distribué à satiété. Et à ceux qui persisteraient à s'alarmer, il est suggéré que la relève est, sinon prête, du moins en train de mûrir, de s'initier à l'imperium et de se frotter au monde, en vertu de traditions immémoriales. Celles-là mêmes qui assurent à la dynastie alaouite, la famille régnante, une longévité dont le pays est si fier, depuis le XVII[e] siècle.

L'impression d'un vide

Voici deux ans que la lumière s'attarde de plus en plus sur son fils aîné, Moulay (« prince ») Al-Hassan, héritier du trône. Ce jeune homme élancé de 22 ans achève ses études à Rabat, où il fait notamment l'apprentissage du chinois. C'est d'ailleurs lui qui a représenté son père, fin novembre 2024, lors d'une escale à Casablanca de Xi Jinping, le chef d'Etat chinois, de retour d'un sommet du G20 au Brésil. Le face-à-face entre le prince et l'un des hommes les plus puissants de la planète autour d'un plateau de thé et de friandises a marqué un tournant.

« Moulay *[Al-]*Hassan dans la cour des grands », avait alors titré le magazine *Maroc Hebdo*, prêt à voir dans cette séquence le *« baptême de feu officiel d'un monarque en devenir »*. La mise sur orbite du jeune prince s'ébauche selon la tradition : le 31 juillet, il a été officiellement nommé colonel-major, première étape avant le titre – attendu prochainement – de coordinateur des bureaux et services de l'état-major des forces armées royales. Précisément à l'âge auquel son père avait hérité, en 1985, de tous ces titres et galons.

Mais l'exposition internationale est une autre affaire. Pour le prince Hassan, la fréquentation des chefs d'Etat s'est arrêtée à l'échange avec le Chinois Xi. Aucune autre rencontre d'envergure n'a suivi. Lors de la cérémonie de réouverture de Notre-Dame de Paris, fin 2024, Mohammed VI s'est fait remplacer par son frère, Moulay Rachid. En avril, pour les funérailles du pape François, il a dépêché à Rome son premier ministre, Aziz Akhannouch. En juin, à la Conférence des Nations unies sur l'océan organisée à Nice, c'est l'une de ses sœurs, Lalla (« princesse ») Hasnaa, qui a représenté le Maroc.

« Il y a une mise en scène millimétrée, afin de ne pas envoyer de signaux susceptibles d'être interprétés comme un passage de témoin entre Mohammed VI et son fils Hassan, décrypte un diplomate occidental en poste à Rabat. *En tout cas, le moment n'est pas venu. Il ne faut pas aller plus vite que la musique. La transition n'a pas commencé, même si elle est dans toutes les têtes. »* Et c'est bien la difficulté pour un Maroc confronté à des défis socio-économiques immenses – exode rural accéléré par le stress hydrique, chômage des jeunes, polarisations sociales, etc. – qui requièrent une gouvernance volontariste. Toute « millimétrée » qu'elle soit, la « mise en scène » officielle peine à dissiper le brouillard politique entourant cette transition singulière, admise à défaut d'être avouée et assumée. *« Le roi n'abdiquera pas malgré sa maladie »*, croit savoir un fin connaisseur des arcanes du makhzen, un mot intraduisible désignant le système de pouvoir au Maroc et, par extension, le palais royal.

Mohammed VI est donc bien aux commandes, et il faut que cela se sache. Les communiqués officiels s'enchaînent sur les obligations assurées, selon la formule rituelle, par *« Sa Majesté Mohammed VI, Amir Al-Mouminine* ["commandeur des croyants"], *que Dieu l'assiste et le glorifie »* : présidence de conseils de ministres, réceptions de walis (préfets) ou d'ambassadeurs, messages de condoléances aux familles d'illustres défunts ou de félicitations à l'occasion de fêtes nationales, grâces royales de condamnés lors de l'Aïd, etc. Difficile de ne pas soupçonner, derrière cette frénésie protocolaire, la volonté de dissiper l'impression d'un vide au sommet née des absences répétées du roi ces dernières années. L'effacement n'était pas nécessairement lié à sa santé. Ses longues échappées ludiques à Paris, à Dubaï, aux Seychelles, à Zanzibar ou au Gabon témoignaient surtout d'un détachement, pour ne pas dire une lassitude, à l'égard de l'exercice des responsabilités. Même ses plus fidèles conseillers ont fini par s'en inquiéter.

Une vieille histoire que ce rapport distant au trône… A bien y regarder, elle remonte aux années 1980-1990, autrement dit au temps de ses premiers pas princiers, à l'ombre de son père, Hassan II (1929-1999). « Mohammed VI. Le prince qui ne voulait pas être roi » : le journaliste espagnol Ferran Sales Aige avait ainsi titré la biographie (non traduite) qu'il lui avait consacrée en 2009.

On peut dater au printemps 2023 l'orchestration du *« retour du roi »*, selon la formule d'un autre journaliste, marocain cette fois, Omar Brouksy. Ce timing ne doit rien au hasard. En avril de cette année-là, une longue enquête de *The Economist*, intitulée « Le mystère du roi du Maroc disparu », provoque un séisme dans les cercles du pouvoir. L'article de l'hebdomadaire britannique raconte par le menu l'influence croissante qu'exerce sur le souverain Abou Bakr Azaitar, un champion d'arts martiaux mixtes (MMA, selon l'acronyme anglais) rencontré en 2018, lors d'une réception au palais royal en l'honneur de ses exploits sur les rings internationaux. *« Ce fut comme un coup de foudre »*, résume un proche du premier cercle. Le monarque invite aussitôt le champion à venir se joindre à lui pour la prière hebdomadaire du vendredi.

Une relation personnelle se noue entre le souverain et le boxeur germano-marocain, issu de la diaspora rifaine de Cologne, à laquelle s'agrège sans tarder son frère Ottman, champion de MMA lui aussi, mais également le jumeau d'Abou Bakr, Omar, manageur des deux autres, ainsi que leur père, imam d'une mosquée en Allemagne et qui s'imposera bientôt comme le muezzin de la mosquée du palais royal. *« Avec ces nouveaux amis, le roi se sent plus détendu*, ajoute une source bien introduite auprès de la monarchie. *Il avait besoin de tourner la page après son divorce, en 2018. Les Azaitar lui apportent de la légèreté. Avec eux, il n'est pas sans cesse ramené aux soucis et aux exigences de sa charge. Et puis, ils l'ont remis au sport, ça lui a fait du bien. »*

Enrayer la dérive

Pareille proximité finit par faire tousser. L'élite marocaine s'indigne de l'entrisme de cette fratrie aux manières tapageuses et au casier judiciaire chargé en Allemagne, d'après la presse de ce pays. Les frères Azaitar s'affichent sur les réseaux sociaux aux côtés de Mohammed VI, ou sous son portrait, tout en exhibant leurs biceps boursouflés, leurs montres de luxe et leurs bolides rutilants (Ferrari, Bentley, Rolls-Royce, etc.), des cadeaux de leur royal ami. Mohammed VI a même mis à leur disposition un palais appartenant au domaine royal, à Tanger, afin qu'ils y installent un club de sport.

Le pire, aux yeux de la vieille garde, est qu'ils interfèrent dans le fonctionnement du pouvoir, commandant parfois l'accès au roi. Aux dernières nouvelles, c'est Omar Azaitar qui décroche les appels destinés au souverain et décide de le déranger ou pas selon son état de fatigue et sa disponibilité. Moulay Rachid et Moulay Ismaïl, le frère et le cousin germain du monarque, se sont vu interrompre, lors d'un entretien avec Mohammed VI, par l'un des frères Azaitar, lequel leur a expliqué sans prendre de gants que *« Sa Majesté »* était fatiguée et devait se retirer. Un crime de « lèse-prince ».

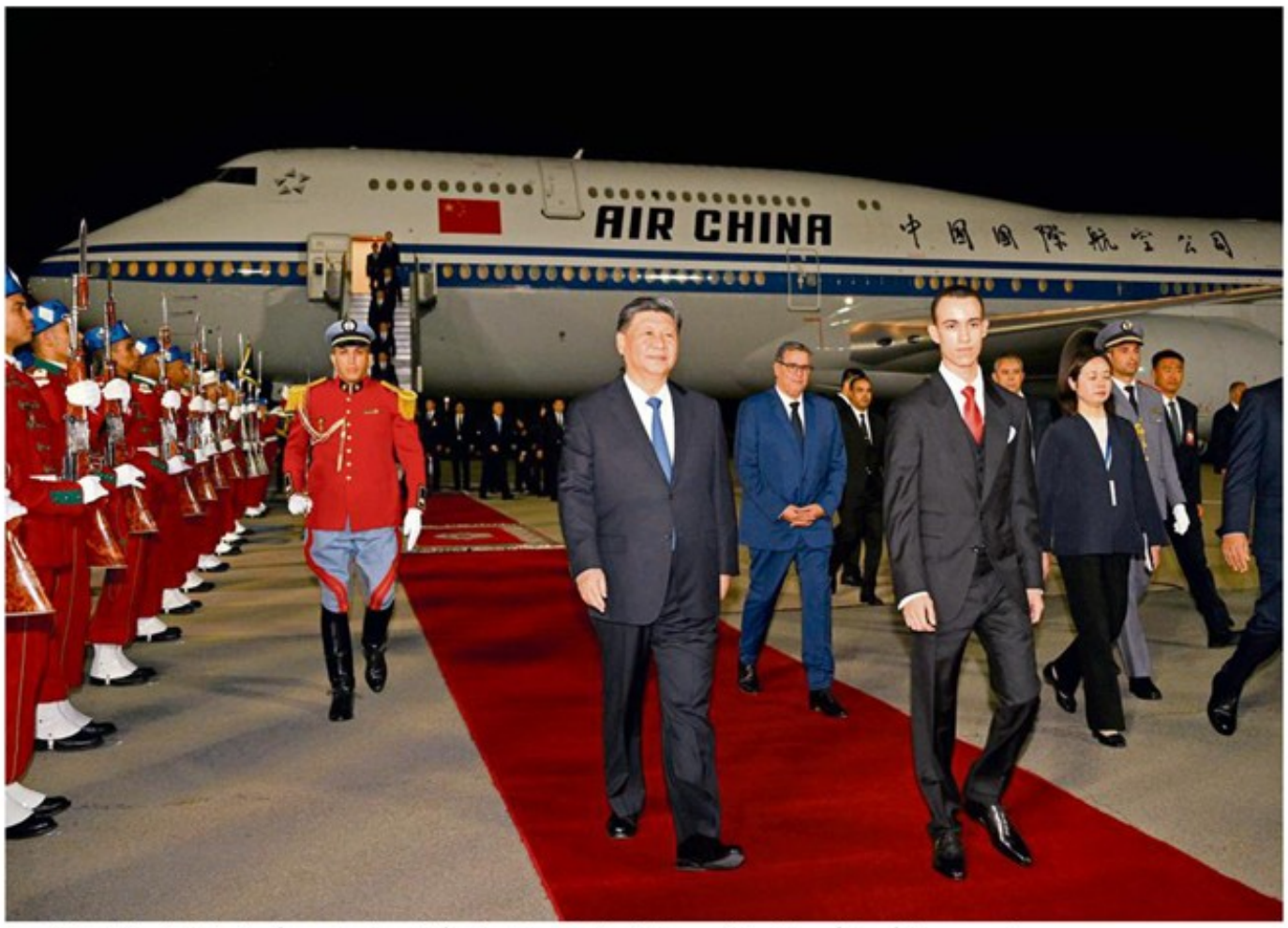
Une anecdote circule parmi les familiers du palais. Un jour, Abou Bakr Azaitar, qui promenait son petit chien dans un parc de Rabat, le perd. L'animal est introuvable. Avec l'assentiment royal, il alerte Abdellatif Hammouchi, le très médiatique patron de la police et directeur général de la sûreté nationale et de la surveillance du territoire (DGSN-DGST, le renseignement intérieur), en lui ordonnant de mobiliser ses hommes pour retrouver le chien. Penaud, le pandore a dû s'exécuter.

Il n'en fallait pas davantage pour que les gardiens du makhzen, par le biais du journal en ligne *Hespress*, sonnent la charge contre le péril en germe. Les *« dégâts »* causés par ces *« personnages sordides »* en pleine *« ascension vers les sommets du pouvoir »* sont *« des bombes à retardement qui finiront par* [leur] *exploser à la figure »*, est-il écrit dans un article daté de juillet 2021. *« Il ne saurait y avoir d'autres princes que ceux qui sont membres de la famille royale*, ajoute *Hespress*. *Abou* [Bakr] *Azaitar devrait lire l'histoire de Raspoutine. »*

Les avertissements n'ont guère porté tant qu'ils émanaient d'organes de presse, comme *Hespress* ou *Barlamane*, liés à l'Etat profond marocain, inquiet de voir ces « Ras-

poutine » s'incruster auprès du monarque. Mohammed VI semblait ignorer l'alarme, laissant ses nouveaux amis étaler librement leur royale proximité. Les frères Azaitar, de leur côté, se sentaient suffisamment soutenus par lui pour porter plainte en diffamation contre les journaux trop critiques, y compris *Barlamane*, proche de la police. Le procureur du roi a accepté d'instruire. Depuis, nul ne sait ce que la plainte est devenue, mais les attaques ont cessé.

Mais l'article de *The Economist*, en 2023, a donné un écho international au malaise. Son auteur, Nicolas Pelham, fut correspondant permanent à Rabat au tournant des années 2000 et avait conservé à ce titre des sources au sein de l'élite marocaine. Il n'est pas anodin que certains de ses contacts aient attiré son attention sur le nouvel entourage du roi comme s'il s'agissait de lui souffler une idée d'enquête. Exposée à la face du monde, l'affaire, dès lors, a changé de nature. La réputation de la monarchie à l'étranger se trouvait engagée. Il fallait enrayer d'urgence la dérive. D'où ce « retour du roi » au printemps de la même année, en tout cas la mise en scène redoublée de ses activités, accentuée après le tremblement de terre meurtrier de septembre 2023, lors duquel le souverain était, comme souvent, à l'étranger, et auquel il avait tardé à réagir.



Le président chinois, Xi Jinping (au centre, à gauche), et le prince Moulay Al-Hassan, à Casablanca (Maroc), le 21 novembre 2024. LI XUEREN/XINHUA-RÉA

Un divorce acrimonieux

Même si Mohammed VI les maintient dans son entourage, les frères Azaitar ont été progressivement effacés des réseaux sociaux. De nouveaux amis se sont joints à la joyeuse bande. Youssef Kaddour, un colosse et champion de MMA lui aussi, est le nouveau favori du roi. Originaire de l'enclave espagnole de Melilla, il suit le monarque partout où il se trouve. D'une discrétion à toute épreuve, il n'a jamais rien publié sur les réseaux sociaux, et sa famille n'affiche aucun signe visible d'enrichissement. On l'a vu, au début de l'année, dans une voiturette transportant le monarque, en survêtement et le bras en écharpe, dans un centre commercial d'Abou Dhabi.

Pour combattre les rumeurs et la mauvaise publicité, la promotion des scènes familiales est venue offrir un contre-récit, celui d'une lignée alaouite soudée et en ordre de marche. Aux côtés du prince Moulay Al-Hassan, à l'ascension calibrée au plus près, émerge ainsi progressivement sa sœur, Lalla Khadija, 18 ans. L'apparition de la jeune femme tout en charme gracile lors du dîner royal offert en l'honneur d'Emmanuel Macron, fin octobre 2024, à Rabat, n'est pas passée inaperçue.

On la retrouve trois semaines plus tard en escapade, souriante, avec son père et son frère, sur la rive gauche, à Paris. La flânerie est captée par *Point de vue*, le magazine de l'actualité royale, dont les clichés respirent l'harmonie : Mohammed VI en tenue « cool » – jean frappé d'écussons et baskets – ajuste d'une main délicatement paternelle l'écharpe sur l'épaule de Lalla Khadija, tandis que, autre scène, Moulay Al-Hassan photographie en mode selfie le trio. La « paparazzade » est manifestement organisée.

L'idyllique portrait de famille comporte néanmoins une grande absente : la mère des deux enfants, l'ex-épouse du roi. Lalla Salma avait disparu, en fait, de l'iconographie officielle depuis le divorce acrimonieux, en 2018. Nul ne sait exactement pourquoi le couple s'est séparé à l'époque, mais, de fait, il ne fonctionnait plus. L'épouse royale reprochait, semble-t-il, à son mari son désintérêt pour l'éducation de leurs enfants. De leur côté, les trois sœurs du roi, Meryem, Asma et Hasnaa, ne portent pas dans leur cœur l'ancienne épouse royale, une roturière de Fès, diplômée d'ingénierie, à la tête bien faite et au caractère bien trempé. Depuis le divorce, Lalla Salma est tenue à la discrétion, au Maroc, comme si elle n'existait plus. Elle n'a aucune activité publique. Sa première sortie publique, elle l'a effectuée au côté de son fils, le prince Al-Hassan, à l'été 2024, dans les rues de Mykonos, en Grèce.

Lalla Salma est le grand « non-dit » de la transition en cours, une source d'embarras. Très proche du prince héritier, qui vit avec elle à Rabat, elle sera nécessairement amenée à revenir en grâce après l'intronisation de son fils. Son retour ne manquera pas de faire bouger les lignes au sein du sérail, elle qui fut malmenée – notamment par ses belles-sœurs – lors de la séparation. L'onde de choc risque même de se propager bien au-delà, à tous ceux ayant prêté leur concours aux campagnes de dénigrement orchestrées à son encontre.

A Rabat comme à Casablanca, il se murmure que le futur roi ne ménagera pas les artisans ou les complices de la cabale. La spéculation est certes prématurée – on ignore à ce stade tout de ses intentions –, mais elle s'inscrit dans une logique historique, celle de l'inévitable recomposition de l'entourage inhérente à une succession. En 1999, l'installation sur le trône de Mohammed VI lui-même, qui s'était débarrassé de certains des fidèles de son père, Hassan II, à commencer par l'omnipotent ministre de l'intérieur Driss Basri, l'avait bien montré. D'où la fébrilité qui s'empare déjà des factions de l'élite marocaine, où certains s'inquiètent pour leurs positions acquises, quand d'autres cherchent à les élargir. Tiraillements, luttes d'influence et coups bas alourdissent le climat général. *« Une fin de règne suffocante »*, s'afflige un homme d'affaires casablancais.

L'un des signes les plus intrigants de la nervosité ambiante est sans conteste la campagne déclenchée contre Mostafa Terrab, le patron de l'Office chérifien des phosphates (OCP), géant public au rayonnement international. Dans un article au vitriol publié en juin, le journal en ligne *Le360*, contrôlé de fait par Mounir Majidi, secrétaire particulier de Mohammed VI et gestionnaire des actifs royaux, fustige l'*« hubris »* de Mostafa Terrab, accusé d'avoir fait de l'OCP son *« jouet »* au fil d'une *« inquiétante dérive »*.

Que faut-il comprendre à cette charge émanant d'un fidèle du roi contre une éminence des affaires qui, accessoirement, parraine les études du prince héritier à travers l'antenne de Rabat de l'université Mohammed-VI polytechnique, fondée par l'OCP ? Certains intérêts craignent-ils que cette connexion académique démultiplie l'influence de Mostafa Terrab au moment de la succession et fasse de lui une puissance potentielle à contrer dès maintenant ? Là encore, on en est réduit à des hypothèses. Quoi qu'il en soit, l'incident révèle un air du temps, une atmosphère électrique en cette période charnière où les lignes de force se recomposent.

Ce climat a été davantage vicié au printemps par une série très troublante de piratages informatiques ciblant des organismes publics (Sécurité sociale, Conservation foncière, etc.), révélant une masse d'informations personnelles sur les salaires ou les transactions immobilières de centaines de milliers de citoyens marocains. Ce hacking à grande échelle avait été revendiqué par un énigmatique groupe, JabaRoot DZ, dont la signature à référence algérienne (« DZ ») n'épuise pas le mystère, certains observateurs n'excluant pas une manipulation interne au Maroc. Quelle qu'en soit l'origine, cette divulgation de données compromettantes pour des hauts responsables du royaume, tels Mounir Majidi, Yassine Mansouri (patron de la direction générale des études et de la documentation, le renseignement extérieur) ou le ministre des affaires étrangères, Nasser Bourita, a crispé les esprits dans le pays en jetant une lumière crue sur les privilèges colossaux de l'élite politique.

SI LA LUMIÈRE S'ATTARDE SUR SON HÉRITIER, MOHAMMED VI VEUT QU'ON SACHE QU'IL RESTE AUX COMMANDES

Boulimie affairiste

La dernière série de hacking de Jabaroot (qui signe désormais sans « DZ ») est autrement plus préoccupante. Le pirate a dévoilé début août l'ampleur du capital immobilier d'un certain Mohamed Raji, un ponte de la DGST et expert en acquisition de logiciels espion. Ce Raji avait été rappelé de sa retraite pour officier aux côtés du roi dans la foulée des turbulences causées par l'affaire des frères Azaitar. Jouant le rôle d'interface entre le palais et les organes sécuritaires, il était censé verrouiller au profit du souverain la transmission d'informations sensibles issues des écoutes. Les révélations à son sujet n'en sont que plus déroutantes. Elles émanent à l'évidence de fuites internes et instillent déjà le poison du doute et de la suspicion au cœur de l'appareil.

L'affairisme débridé dans la sphère économique ajoute au trouble général. Ces dernières années, le Maroc a vu s'accélérer la montée en puissance d'oligarques décidés à prospérer sur un capitalisme rentier et de connivence. Aziz Akhannouch, à la fois chef du gouvernement et première fortune du pays, en est la figure emblématique : son groupe, Akwa (distribution d'hydrocarbures, immobilier, médias, énergies renouvelables…), a ainsi obtenu en 2024 le marché de dessalement d'eau de Casablanca dans des conditions dénoncées par ses critiques comme relevant du *« conflit d'intérêts »*, ce qu'il conteste.

Il faut dire que l'exemple vient du sommet avec une holding royale, Siger, dont les tentacules s'étendent de la banque à la téléphonie mobile, en passant par l'agriculture et les énergies renouvelables. Un partenariat d'ampleur (autour de 12 milliards d'euros) scellé en mai entre le géant émirati TAQA et des entités marocaines – parmi lesquelles Nareva, la filiale énergie de la holding royale – vient de donner une dimension quasi vertigineuse à ce mélange des genres. A l'heure où la fortune royale ne cesse de croître et de se consolider, l'imagerie du début de règne, celle d'un *« roi des pauvres »* à l'écoute des doléances du petit peuple, semble bien lointaine.

Pourtant, il s'en faut de beaucoup que cette boulimie affairiste de Mohammed VI entache sa popularité auprès de ses compatriotes. Celle-ci reste, autant qu'on puisse en juger, intacte. Les rumeurs autour de son état de santé lui valent même un surcroît de compassion. Si la grogne couve au Maroc face aux inégalités sociales et à la corruption – il suffit de tendre une oreille aux chants de supporteurs dans les stades de football –, elle épargne le roi en vertu de l'éternel article de foi voulant que le calife est vertueux et les vizirs corrompus.

Butant sur la sacralité de la personne du monarque, intouchable malgré ses manquements, le ressentiment populaire se déporte sur Aziz Akhannouch, paratonnerre idéal. La presse pilotée par le palais s'en donne même à cœur joie en orchestrant la diversion. Il n'est que de lire le fameux *Le360*, baromètre des stratégies de protection du sanctuaire royal, pour y lire des articles à charge dignes d'une presse d'opposition, tel celui du 10 juin déplorant un *« appareil d'Etat pris en otage par un exécutif aux abonnés absents »* et une *« gouvernance publique réduite à une coquille vide »*.

Or, le premier ministre est un protégé de longue date de Mohammed VI, qui lui avait confié la tâche d'écarter du pouvoir, aux élections législatives de 2021, les islamistes du Parti de la justice et du développement, mission dont il s'était acquitté avec succès à l'issue d'une campagne où l'argent avait coulé à flots. Et malgré la « coquille vide » de sa gouvernance, le voilà reparti en campagne pour le scrutin de 2026 avec l'assentiment royal. La transition en cours exacerbe ce cynisme des jeux de billard à quatre bandes. Il serait pourtant hasardeux d'y déceler les prémices d'une future crise de régime. Les petits meurtres entre amis ne font pas une révolution. L'attachement de la population à l'institution monarchique et l'essor d'un nationalisme décomplexé offrent de vigoureuses cordes de rappel.

Le palais en joue à merveille, en mettant en scène les gains de sa diplomatie sur la *« marocanité »* du Sahara occidental face à l'Algérie rivale, utilisée comme repoussoir. Ajoutons que la perspective de la Coupe du monde de football 2030, organisée avec l'Espagne et le Portugal, offre un horizon positif. Mais au-delà ? Les lampions de la fête éteints, le Maroc risque de se retrouver face à ses vieux démons, ceux des fractures sociorégionales et d'une oligarchie d'affaires conquérante, encline à subvertir insidieusement l'Etat régalien. Alors, les ombres et lumières du règne de Mohammed VI, modernisateur en demi-teinte et réformateur inachevé, se distingueront plus nettement sur les tables du bilan. ■

CHRISTOPHE AYAD ET FRÉDÉRIC BOBIN

Prochain épisode *Une jeunesse à l'ombre de Hassan II*

MERCREDI 27 AOÛT 2025
81e ANNÉE – N° 25086
3,80 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR –
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde

L'ÉTÉ **DES SCIENCES** LES CHEN, UNE PHILANTHROPIE TRÈS GÉOPOLITIQUE

Vote de confiance : le pari mal engagé de Bayrou

▸ Le premier ministre a annoncé, lundi 25 août, la tenue d'un vote de confiance à l'Assemblée nationale le 8 septembre

▸ Un choix destiné, dit-il, à alerter sur le niveau d'endettement de la France et à mettre les oppositions face à leurs responsabilités avant l'examen du budget

▸ Le RN, LFI, le PCF, le PS et Les Ecologistes ont assuré qu'ils voteraient « contre », rendant la survie du gouvernement très hypothétique

▸ Marine Le Pen appelle à une dissolution de l'Assemblée nationale et à de nouvelles élections législatives anticipées

PAGES 6-7

Conférence de presse de François Bayrou, à Paris, le 25 août. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

« Le premier ministre a fait le choix de partir »

« Il est inimaginable que les socialistes votent la confiance », affirme le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, dans un entretien au « Monde »

PAGE 7

Le constat partagé du surendettement

A l'inverse de ce que dit Bayrou, le débat porte davantage sur les moyens de réduire la dette que sur le niveau de celle-ci

PAGE 6

M ÉDITORIAL

UN VA-TOUT DÉSESPÉRÉ

PAGE 24

Diplomatie
Une rentrée sous haute tension pour le Quai d'Orsay

Le ministère des affaires étrangères a convoqué les ambassadeurs américain et italien pour protester contre la mise en cause de la politique française par leurs dirigeants

PAGE 3

Gaza Une double frappe israélienne sur un hôpital suscite l'indignation

PLUS DE VINGT PERSONNES ont été tuées, lundi 25 août, par des frappes israéliennes sur l'hôpital Nasser de Khan Younès, situé dans le sud de la bande de Gaza. Parmi elles, des soignants mais aussi cinq journalistes palestiniens, qui travaillaient pour les agences occidentales Reuters et Associated Press, ou la chaîne qatarie Al-Jazira. L'état-major israélien n'a pas précisé les raisons de ce bombardement mais, face à l'émoi qu'il a provoqué, le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, a été contraint de réagir, évoquant un « *tragique accident* » et les risques inhérents à une guerre dans une zone urbaine dense. Une thèse qui se heurte aux images du bombardement, où l'on voit clairement que l'armée israélienne a eu recours à une double frappe, la première étant suivie, quelques minutes plus tard, d'une seconde, alors que des secouristes et des journalistes avaient accouru sur place. Un *modus operandi* qui rappelle ceux de l'armée russe, en Syrie et en Ukraine, mais aussi des groupes djihadistes.

PAGE 2

Education
Un été d'angoisse et d'incertitude pour les oubliés de Parcoursup

PAGE 9

Industrie
A Poissy, la dernière usine de voitures d'Ile-de-France en sursis

PAGE 12

Environnement
Dans les Aspres, les éleveurs comme rempart aux feux de forêt

PAGE 11

Santé
Des avancées contre le diabète de type 1

Deux innovations récentes en matière de thérapie cellulaire laissent entrevoir un espoir de guérison de cette maladie, qui touche environ 260 000 personnes en France

PAGE 19

Cinéma
La famille à reconstruire de Christian Petzold

Dans « Miroirs n° 3 », le cinéaste allemand évoque, à travers les personnages de deux femmes, la possible reconquête d'une vie familiale détruite

PAGE 14

L'ÉTÉ EN SÉRIES

Mohammed VI et Hassan II, en 1986.
DRISS BENYATOUILLE/GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES

L'ÉNIGME MOHAMMED VI
Une jeunesse à l'ombre de Hassan II
Avant d'accéder au trône en 1999, le souverain marocain a dû affronter le mépris de son père

PAGES 20-21

LA « PENSÉE 68 » FACE AU MOMENT TRUMP
Marcel Gauchet, historien
Le spécialiste de la démocratie constate une repolitisation des sociétés aujourd'hui

PAGE 22

M 00147 - 827 - F: 3,80 €

Allemagne 4,80 €, **Andorre** 4,30 €, **Autriche** 4,50 €, **Belgique** 4,00 €, **Espagne** 4,30 €, **Grèce** 4,20 €, **Guadeloupe-Martinique** 4,00 €, **Italie** 4,20 €, **Luxembourg** 4,20 €, **Maroc** 32 DH, **Pays-Bas** 4,60 €, **Portugal cont.** 4,30 €, **La Réunion** 4,00 €, **Sénégal** 2 500 F CFA, **Suisse** 4,80 CHF, **Tunisie** 7,10 DT

Une jeunesse à l'ombre de Hassan II

L'énigme Mohammed VI – 2|6 – Avant d'accéder au trône en 1999, l'actuel souverain marocain avait dû affronter le mépris de son père, un autocrate qui lui reprochait son goût de la fête et doutait de sa capacité à régner

Le roi est mort, vive le roi. Le 25 juillet 1999, le Maroc enterre son souverain dans la poussière et l'affliction. Hassan II est décédé quarante-huit heures plus tôt à Rabat, à l'âge de 70 ans. On le savait malade, mais, dix jours auparavant, il était sur les Champs-Elysées, à Paris, invité d'honneur au défilé du 14-Juillet par Jacques Chirac. Une fois rentré au Maroc, il avait même appelé le président français pour lui commander une meule d'un de ces fromages des Alpes qu'il affectionnait particulièrement. Mais la mort a été la plus rapide, frappant de stupeur le pays qu'il avait façonné de l'immédiate post-indépendance, de 1961 à 1999, survivant aux envies révolutionnaires de la gauche, aux velléités séparatistes du Rif, dans le Nord, et aux tentatives de coup d'Etat de son armée, l'agrandissant en décrétant la « marche verte », en 1975, pour envahir l'ancien Sahara espagnol, au sud, désormais Sahara occidental. Hassan II est resté au pouvoir en inspirant un mélange de crainte et d'admiration, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du royaume.

Au cœur de l'été, plusieurs chefs d'Etat sont venus rendre un dernier hommage à cet allié indéfectible de l'Occident. Parmi eux, bien sûr, Jacques Chirac, qui se prend un peu pour un tonton de la famille alaouite. Quinze jours auparavant, Hassan II lui avait fait promettre de veiller sur les premiers pas du prince héritier. Bill Clinton et sa femme, Hillary, sont là, eux aussi : le président américain veut enfiler un gilet pare-balles, la famille royale lui fait comprendre que ce serait une *« insulte »* à la réputation du pays ; il renonce. L'ex-président des Etats-Unis George Bush et le roi d'Espagne Juan Carlos sont présents. En revanche, peu de dirigeants arabes se sont déplacés : Hassan II tenait la Ligue arabe pour un *« rassemblement de Bédouins et d'officiers subalternes »*.

Le roi du Maroc, Mohammed VI (à droite), porte le cercueil de son père, Hassan II, lors de ses funérailles, à Rabat, le 25 juillet 1999.
AYMAN TARAWNEH/AFP

Page presque blanche

Le cercueil en bois, recouvert d'un tissu noir moiré orné de la profession de foi musulmane, est porté à bout de bras par les proches et les membres de la cour, dans une ambiance chaotique et une ferveur éplorée. Il fait une chaleur de plomb, et 2 millions à 3 millions de personnes se pressent aux funérailles. Au premier rang, un jeune homme à la silhouette incertaine, l'air un peu perdu et assommé : Mohammed VI. *« Il y avait une grande ferveur et assez peu de sécurité »*, se souvient un diplomate français. Tout le monde est là pour pleurer Hassan II, mais aussi pour scruter son fils, 35 ans : saura-t-il être à la hauteur des enjeux ? Déjouera-t-il les pièges de la transition et l'ascension des islamistes ? Ce trentenaire est un mystère ; une page presque blanche s'ouvre dans l'histoire du pays. *« Chez nous, le roi règne jusqu'à son dernier souffle,* témoigne un officiel. *Il n'y a ni transition ni passation. »*

Les sentiments de Mohammed VI sont mitigés. Soulagé de ne plus avoir à subir les avanies de son père, il est aussi effrayé par ses responsabilités. Le soir de la mort d'Hassan II, son cousin germain, le prince Hicham, a dû insister pour le convaincre d'aller dormir au palais royal et non dans sa résidence personnelle des Sablons, à Rabat. Le soir de l'enterrement, nouvel accrochage entre les deux hommes, quand ce même Moulay (« prince ») Hicham morigène Mohammed et son jeune frère Rachid, qu'il trouve d'humeur trop joyeuse, comme s'ils étaient soulagés de la disparition de leur père. Mohammed VI en gardera une rancœur décuplée contre ce cousin dont il n'aime pas les airs intellos. Une anecdote difficile à faire confirmer par le palais, comme la plupart des informations de cette enquête, car l'administration royale a pour habitude de ne pas répondre aux demandes de confirmation des journalistes étrangers, mais de les décrédibiliser préventivement par le truchement du site *Le360*, son organe de presse officieux.

Lorsqu'il arrive sur le trône, le jeune souverain n'a jamais vraiment eu à traiter des affaires de l'Etat. Tout au plus a-t-il rempli, de temps à autre, des fonctions protocolaires en remplacement de son père. Dès l'âge de 10 ans, en avril 1974, il avait représenté le royaume aux obsèques du président français, Georges Pompidou, à Notre-Dame de Paris. Il avait alors eu pour chaperon attentionné le ministre des affaires étrangères français, Michel Jobert. Mais son rôle s'est toujours limité à des fonctions de pure représentation, rien de plus consistant. Sur les dossiers « lourds », son inexpérience est totale, Hassan II l'ayant toujours tenu à l'écart. Ainsi, en février 1992, lorsqu'il reçoit en son palais de Skhirat l'amiral Lanxade, chef d'état-major des armées françaises, le roi prend soin d'éloigner le jeune homme. Pas question, pour lui, d'assister à ces discussions sur l'avenir stratégique du pays.

Le voici d'un coup renvoyé sur la terrasse, comme un intrus, alors que c'est lui qui a accueilli l'amiral à sa descente d'avion. L'épisode est rapporté au journaliste Ignace Dalle, auteur du livre *Les Trois Rois. La monarchie marocaine de l'indépendance à nos jours* (Fayard, 2004) par Henri Benoît de Coignac, ambassadeur de France à Rabat de 1993 à 1995. *« C'est invraisemblable,* commente le diplomate cité dans l'ouvrage. *Sidi Mohammed* [le nom de naissance de Mohammed VI] *n'a jamais été placé en situation de responsabilité. »*

Terriblement timide, le roi Mohammed VI n'a jamais participé à une conférence de presse, à la différence de son père. Il se contente de lire, d'une voix monocorde et fatiguée, des discours écrits. Il fuit les sommets internationaux, où il lui faut faire la conversation avec ses homologues. Ses interviews, toujours accordées à la presse internationale et jamais marocaine, sont toutes préparées à l'avance et réécrites a posteriori. Le journaliste espagnol Ignacio Cembrero, aujourd'hui persona non grata au Maroc, se souvient l'avoir rencontré pour la première fois à l'occasion d'un entretien accordé par Hassan II à la presse espagnole, au palais de Skhirat : *« A la fin de l'entretien,* [Hassan II] *nous a proposé de découvrir ses fils. Nous nous sommes retrouvés au bord de la piscine à boire des jus de fruits et à converser avec les deux jeunes hommes. Moulay Rachid était très bavard. Moulay Mohammed n'a presque pas dit un mot. »* Ce caractère introverti peut céder à des emportements terribles qui se traduisent parfois par des colères aussi violentes qu'inattendues.

Corset éducatif asphyxiant

Né le 21 août 1963, Mohammed VI est le deuxième enfant d'Hassan II et de Lalla (« princesse ») Latifa, surnommée la « Mère des enfants royaux » parmi les femmes et les concubines du roi. Il a grandi au palais royal de Rabat, un lieu qu'il n'aime guère, en raison de souvenirs d'enfance peu amènes. Dès sa naissance, il est destiné à devenir le 23e monarque de la dynastie alaouite, le troisième roi depuis l'indépendance, en 1956. A 4 ans, le voici au Collège royal, installé au palais. Cette institution unique et propre à la monarchie alaouite a été créée par son grand-père, Mohammed V, en 1942, au temps du protectorat français. Elle vise à donner au futur souverain une éducation moderne (en français), dans un cadre privilégié et censé refléter un Maroc en miniature. S'y mélangent les fils des grandes familles et ceux de roturiers méritants, sélectionnés tant pour leurs résultats que pour leurs origines géographiques.

C'est là que le jeune Mohammed rencontrera la plupart de ses futurs amis et conseillers, à commencer par Fouad El-Himma, celui qu'on surnommera le « vice-roi », mais aussi Yassine Mansouri, qui deviendra patron de la direction générale des études et de la documentation (les renseignements extérieurs) en 2005, Hassan Aourid, un temps porte-parole du palais, tombé en disgrâce depuis, Mohamed Rochdi Chraïbi, devenu ensuite directeur du cabinet de Mohammed VI, Fadel Benyaich, ambassadeur du Maroc en Espagne de 2014 à 2017, ou le photographe Karim Ramzi. Parmi les douze « collégiens », dont quatre fils de notables et sept « méritants », le futur roi – surnommé respectueusement *« smit sidi »* (« le nom du seigneur ») par les autres – est loin d'être le plus brillant, au grand dépit de son père, très attentif à sa scolarité.

En apprenant un jour que son fils, passionné avant tout par les arts plastiques et le dessin, n'a eu que 10/20 en droit constitutionnel, Hassan II sermonne illico le professeur : *« Comment le futur roi peut-il avoir pareille note ? »* Mais, comme l'enseignant lui montre la copie, le monarque ne peut que constater, fort contrarié, la médiocrité du travail. Le prince héritier et le professeur en seront quittes pour une fournée supplémentaire de cours de droit constitutionnel. *« Il n'a jamais pris au sérieux les études au Collège royal, il les vivait comme une punition,* se souvient un ancien camarade de classe. *Il préférait les boums, la musique et le cinéma. Il prisait notamment les films d'horreur. »* L'adolescent – puis le jeune homme – semble guetter la moindre occasion de s'arracher au rituel pesant des obligations princières. *« Il n'avait pas un moment de loisir,* témoigne un Français qui eut à le croiser dans les années 1980. *Il devait prendre en permanence des cours, ballotté entre son*

Discours de Hassan II, roi du Maroc, à côté de son fils Sidi Mohammed, futur Mohammed VI, à Rabat, le 16 avril 1986. CHIP HIRES/GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES

éducation scolaire et des leçons d'équitation au haras de la résidence royale des Sablons.»

Sidi Mohammed rêve d'horizons nouveaux, de fréquentations inédites qui briseraient ce corset asphyxiant. Et la fantaisie peut survenir au moment le plus inattendu. Ainsi de cette rencontre au tournant des années 1990 avec un aviateur afro-américain, croisé dans un cocktail. L'homme est membre du staff militaire de l'ambassade des Etats-Unis à Rabat. Il est fan de blues et de Chuck Brown, l'inventeur du go-go (mix de funk, de soul et de sons latinos). L'aviateur lance à au prince héritier: *«Vous devriez venir chez moi écouter mes morceaux, j'ai du Chuck Brown.»* Que n'avait-il dit! Quelques jours plus tard, Sidi Mohammed débarque au volant de son Aston Martin au domicile du passionné de go-go, lequel s'empresse de sortir ses disques. Le prince héritier le remerciera en lui offrant une Mercedes. Quand l'aviateur fut muté en Allemagne, Sidi Mohammed en fut dépité et tenta l'impossible – en vain – pour obtenir son maintien en poste. Il venait de perdre un joyeux ami qui l'avait distrait avec ses rythmes go-go.

Il n'en finit pas d'étouffer dans la vie routinière de ce monde régi par une étiquette pesante et des traditions parfois dignes du Moyen Age. Un monde féminin aussi, car, outre sa mère, logent au palais une quarantaine de concubines, interdites de toute sortie. L'un de ses premiers gestes après son accession au trône sera de libérer ces femmes en les autorisant à quitter les lieux et à rentrer dans leurs villes d'origine, avec obligation de silence sur leur passé et une petite rente à la clé. C'est à ce quotidien au sein du harem royal que certains attribuent son idée de réforme de la Moudawana, le code de la famille, accomplie en 2004, une tentative, aux résultats mitigés, d'améliorer les droits des femmes.

Entre le père et son fils aîné, le courant n'est jamais passé. D'abord à cause du caractère écrasant du premier, souverain égomaniaque et autoritaire, incapable de tolérer la moindre dissension, le moindre écart, alors que lui s'autorise tout. Hassan II est un autocrate charmeur et disert, fumeur invétéré, fier de passer à la télévision française, que ce soit au «Grand Echiquier», de Jacques Chancel, ou à «L'Heure de vérité», de François-Henri de Virieu, où il répond en direct aux animateurs et aux auditeurs. Du moins jusqu'à l'immense scandale provoqué par le livre de Gilles Perrault *Notre ami le roi* (Gallimard, 1990), qui lève le voile sur la face sombre de son règne (le bagne de Tazmamart, les assassinats politiques, la torture, etc.) et cause un tsunami politico-diplomatique entre Paris et Rabat.

Mohammed VI, lui, est un garçon timide, complexé, rétif aux apparitions publiques et aux obligations de sa fonction. Il aime la fête en boîte de nuit avec les amis, la plage, les loisirs nautiques – au point qu'on a pu le surnommer «Sa Majetski» –, avec son copain d'enfance Ali Bongo, le fils du président gabonais, un fidèle de la monarchie marocaine et de la «Françafrique». A la fréquentation du Collège royal puis de l'université, le prince préfère celle de l'Amnesia, la boîte en vogue de Rabat, pour laquelle il lui arrive de faire le mur. Son père le juge trop fragile. Convaincu qu'il n'a pas encore les qualités d'un roi, il entend le discipliner, l'endurcir, et n'hésite pas à user de punitions et d'humiliations, voire de châtiments corporels, qu'il revendique auprès du journaliste Eric Laurent, dans *Hassan II. La mémoire d'un roi* (Plon, 1993): *«Jusqu'à l'âge de 10, 12 ans, j'ai reçu des coups de bâton (...). J'ai fait preuve de la même sévérité envers mes propres enfants.» «Mes sœurs, mon frère et moi avons été élevés plutôt sévèrement»*, confirmera bien plus tard Mohammed VI à la journaliste Caroline Pigozzi, dans un livre d'entretiens avec les grands de ce monde *(Pourquoi eux. Ils ont fait notre époque*, Plon, 2021).

Un côté rancunier

Souvent, son père le compare à son cousin Moulay Hicham, rebelle, mais brillant, dont il aurait aimé qu'il soit son fils. Un jour, Hassan II lâche à Eric Laurent une tirade terrible au sujet de son fils aîné, deux phrases que le journaliste marocain Omar Brouksy cite dans son ouvrage *Maroc: les enquêtes interdites* (Nouveau Monde, 2021): *«Jusqu'au bout je m'interroge, et malgré les apparences, mon choix n'est toujours pas définitivement arrêté... Je ne voudrais pour rien au monde que ce pays soit victime d'une erreur de chromosome.»*

Sa mère, Lalla Latifa, qui a porté pendant trente-sept ans le titre de «princesse consort du Maroc» et non de reine, a souvent protégé son fils aîné des foudres paternelles. Il était très attaché à elle jusqu'à sa mort, le 29 juin 2024, à Rabat, ou plutôt jusqu'à la mort de son père, en 1999. Car moins d'un an après, elle s'installe à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), près de Paris, où elle possède une résidence, et se remarie, en mai 2000, avec celui que la rumeur publique a longtemps présenté comme son amant, Mohamed Mediouri, l'ancien chef de la sécurité royale. Mohammed VI semble ne le lui avoir jamais pardonné. En mai 2019, lors d'un séjour dans sa ville de Marrakech, Mediouri est agressé par des individus armés qui blessent son chauffeur et s'emparent de son véhicule avant de s'enfuir. Du jamais-vu dans la ville, d'ordinaire quadrillée par les forces de sécurité en raison de la présence de dizaines de milliers de touristes étrangers. Lalla Latifa accourt de France au chevet de son époux, alors âgé de 81 ans et fortement choqué. Sitôt arrivée, elle congédie les policiers mis à disposition par son fils, préférant recruter ses propres gardes du corps.

Malgré ses doutes sur la capacité de son fils à gouverner, jamais Hassan II ne voulut bousculer l'ordre de succession au profit du cousin Hicham et de son fils cadet, malgré les manœuvres de son ministre de l'intérieur et âme damnée, Driss Basri. *«Il tenait coûte que coûte au respect de la tradition et de l'ordre de succession»*, confie un proche de la famille. Mohammed VI évincera plus tard Basri pour avoir exploré cette quête d'une alternative, en plus d'avoir espionné sa vie privée. Ce côté rancunier sera un marqueur du règne de Mohammed VI: jamais il ne pardonnera une offense ou un mot de travers.

LE COURANT N'EST JAMAIS PASSÉ ENTRE UN PÈRE AU CARACTÈRE ÉCRASANT ET UN FILS TIMIDE ET COMPLEXÉ

Durant ses années de jeunesse, le prince s'est préparé aussi bien que possible à ses futures fonctions: licence de droit, certificat d'études supérieures en sciences politiques, DEA de droit public. En 1985, il est nommé coordonnateur des bureaux et services de l'état-major général. Neuf ans plus tard, il est promu général de division: une expérience utile pour s'assurer la loyauté d'une armée qui a tenté à deux reprises de renverser Hassan II. Fin 1988, le prince héritier part effectuer huit mois de stage à la Commission européenne auprès de son président, Jacques Delors. Accompagné de gardes du corps armés, il se rend tous les jours au dernier étage du bâtiment Berlaymont, à Bruxelles. *«Il était plus intéressé par les sorties en boîte à Amsterdam que par la machinerie européenne»*, se souvient un haut fonctionnaire. Au début des années 1990, il passe un doctorat de droit à l'université Nice-Sophia-Antipolis – sur les relations entre la Communauté économique européenne et l'Union du Maghreb arabe (UMA) – sans s'y rendre plus qu'à une seule reprise.

En réalité, la «tête politique» de la fratrie est plutôt sa grande sœur, Lalla Meryem, avec laquelle Jacques Chirac échangeait de fréquents appels. A l'époque, le président français ne cesse de parler au jeune homme de son père et de sa charge, et cela l'ennuie. Mohammed lui préfère le roi d'Espagne, Juan Carlos, plus jovial et jouisseur. Les présidents africains lui sont aussi familiers, en particulier Omar Bongo, comme un oncle pour lui. Il fréquente les monarques du Golfe, et se lie avec le futur roi de Bahreïn, Hamad Ben Issa Al Khalifa, qui accédera au trône trois ans après lui. *«S'il se compare à quelqu'un, c'est plus aux princes du Golfe qu'aux dirigeants occidentaux*, dit un diplomate. *Il n'y a pas de différence entre leur fortune et celle de leur pays, entre le pouvoir et leur personne.»* Il s'est bâti une fortune à leur égal.

Car ce souverain-là apprécie ce qui brille. Non pas que son père vivait en ermite. Disons plutôt que, chez lui, cette tendance est décuplée. Quitte à être roi, autant en profiter. *«Mohammed VI aime l'extravagance, mais aussi le côté* bad boy*»*, souligne un familier du palais royal. Une petite cour de boxeurs et de rappeurs en profitera largement. Si ceux qui le côtoient lui reconnaissent une qualité, c'est bien la générosité. Quand ses nièces lui disent un jour qu'elles partent en vacances à New York, il les gratifie de dizaines de milliers de dollars (soit des dizaines de milliers d'euros). Quand il est satisfait d'un dîner dans un restaurant à Paris, Miami ou ailleurs, il peut laisser 3000 euros de pourboire. Ses proches amis sont couverts de cadeaux. Les frères Azaitar, une famille de combattants de MMA germano-marocains, bien sûr, mais aussi les stars du showbiz, qu'il aime à fréquenter: le chanteur Cheb Khaled, le rappeur Maître Gims ont reçu des villas au Maroc en guise de remerciement.

Tabous brisés

Ce roi ne se refuse rien, ni la fête ni la fréquentation de lieux d'exception: une villa à Zanzibar, une propriété au Gabon, un château en France, des vacances aux Seychelles – où son protocole fait redécorer à son goût les deux étages de l'hôtel qu'il occupe. *«J'ai décidé de ne rien modifier, absolument rien, à ma vie d'avant»*, déclare-t-il à Caroline Pigozzi, l'une des très rares journalistes en qui il a confiance. Ainsi adore-t-il conduire lui-même ses nombreuses voitures. Que ce soit lors de visites officielles ou privé, il n'a cessé de fréquenter les boîtes de nuit lors de ses voyages, où l'accompagne une cour de plusieurs dizaines de personnes, tel un sérail ambulant. En Europe comme ailleurs, le souvenir de ses «fiestas» reste vivace. A Madrid, lors de sa première visite officielle, il avait fait renvoyer les policiers espagnols mis à sa disposition et transformé en «boîte» la résidence officielle où il logeait.

A Amsterdam, un clubbeur célèbre l'a identifié dans une soirée et s'est répandu sur une chaîne de télévision nationale. A Singapour, une fête dégénère tellement dans un hôtel de luxe que Jacques Chirac, appelé à l'aide par le directeur français de l'établissement, fait envoyer la direction générale de la sécurité extérieure pour remettre les choses en état sans faire de vagues. Le roi affectionne par-dessus tout le monde des arts et de la mode. Il aime faire ses courses dans les quartiers huppés des capitales européennes et ne s'en cache pas. Quand des quidams le reconnaissent, il se prête de bonne grâce au jeu des selfies. A Paris, on a vu cet adepte du «cool chic» dans les rues du Marais en jean déchiré et en baskets.

Que pensent les Marocains de cet affranchissement? Il est difficile de le savoir vraiment, tant l'institution royale demeure sacrée et impossible à critiquer. Mais il semble que cette décontraction, cet étalage de richesses leur plaisent: *«Ils sont fiers d'avoir un roi riche, parce que cela signifie que leur pays est puissant»*, se félicite un bon connaisseur. En s'affichant convalescent dans un hôpital parisien en 2017 pour une photo de famille, Mohammed VI a brisé un autre tabou: celui de la santé du roi. Au pays, tout le monde sait désormais qu'il est malade, c'est un secret de Polichinelle. Mais la nature exacte de son affection demeure un secret d'Etat. La plupart des personnes interrogées s'accordent sur une sarcoïdose, une maladie rare de cause inconnue se déclarant entre 20 et 40 ans et qui touche dans la plupart des cas les poumons, avec des complications ultérieures sur d'autres organes. D'autres, plus rares, plaident pour une thyroïdite d'Hashimoto, une inflammation auto-immune chronique de la thyroïde.

Une chose est sûre: le roi a été traité pendant des années à la cortisone. D'où son visage congestionné et sa silhouette qui n'a cessé de s'arrondir au fil des années, jusqu'à cette longue hospitalisation de 2017. Par la suite, il a progressivement retrouvé une silhouette normale, sous l'effet de traitements moins invasifs et, dit-on, d'une pratique du sport encouragée par son nouvel entourage de combattants de MMA et de boxeurs. Sur la photo où il apparaît alité et souriant dans un hôpital parisien manquait déjà une personne: son épouse, Lalla Salma. Quelques mois plus tard, ils divorçaient. Il faudra attendre un an pour que la séparation soit officialisée. *«En laissant la nouvelle devenir officielle, c'est comme si Mohammed VI se libérait une fois pour toutes des conventions»*, décrypte un familier du palais.

Il ne s'est pas remarié. Il faut dire qu'il n'a aucun goût pour la vie conjugale. Cela aussi, à touches discrètes, il l'a fait accepter aux Marocains, qui peuvent jaser en secret – du moins la grande bourgeoisie en contact avec les cercles d'initiés – mais n'en font pas un sujet de débat public. Même les islamistes, y compris ceux d'Al-Adl Wal-Ihsane (Justice et bienfaisance), le mouvement le plus rétif au pouvoir royal, ont laissé le roi en paix au sujet de sa vie privée. Mais cette tolérance n'a pas profité à ses compatriotes: les tribunaux ont la main toujours aussi lourde pour ceux qui osent s'affranchir de la morale publique et islamique, qu'ils soient homosexuels, couples extraconjugaux, athées proclamés ou militants républicains. ■

CHRISTOPHE AYAD ET FRÉDÉRIC BOBIN

Prochain épisode *Un réformateur en trompe-l'œil*

JEUDI 28 AOÛT 2025
81e ANNÉE – Nº 25087
3,80 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR –
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde

Bayrou trouble son camp et les entreprises

▸ La décision du premier ministre, prise en catimini, de soumettre son gouvernement à un vote de confiance le 8 septembre déstabilise sa majorité

▸ De nombreux élus du « socle commun » craignent une chute du gouvernement et un nouveau saut dans l'inconnu pour le pays

▸ Le monde économique français, qui n'aime pas l'incertitude, anticipe déjà un impact négatif sur la croissance et les investissements des entreprises

▸ Dans un entretien au « Monde », Marylise Léon, la secrétaire générale de la CFDT, se dit préoccupée par la « colère » et l'« inquiétude démocratique »

▸ « Chaque centimètre de reculs sociaux, ce sont 1 000 voix pour l'extrême droite », dit la cheffe du premier syndicat français

PAGES 8, 9 ET 14

DONETSK, LE VERROU DE LA DÉFENSE UKRAINIENNE

▸ Pour Kiev, céder les territoires du Donbass reviendrait à livrer sa première ligne de défense à l'armée russe

▸ Ces secteurs du front sont protégés par un cordon fortifié. Des filets couvrent les routes pour empêcher les drones de frapper les véhicules

PAGE 4

Des filets antidrones, près de Kostiantynivka, dans l'est de l'Ukraine, le 24 août. YEVHEN TITOV/AP

Borne fixe son cap pour l'école malgré le risque de chute du gouvernement

LES ACTEURS DE L'ÉCOLE espéraient une rentrée moins troublée que les précédentes. Mais c'est une ministre de l'éducation en sursis qui devait donner sa première conférence de rentrée, mercredi 27 août. La décision de François Bayrou d'engager la responsabilité de son gouvernement le 8 septembre provoque *« un nouveau saut dans l'inconnu, qui rebat complètement les cartes sur le budget, mais aussi sur l'orientation politique à venir pour l'école »*, déplore Sophie Vénétitay, secrétaire générale du SNES-FSU. Elisabeth Borne devait néanmoins annoncer un *« resserrement des exigences »* sur le baccalauréat et préciser les chantiers déjà lancés, notamment la refonte de la formation des enseignants, la mise en œuvre du premier programme d'éducation à la vie affective ou encore la création d'une épreuve anticipée de mathématiques en 1re.

PAGE 10

France-Israël
Antisémitisme : Macron réplique à Nétanyahou

Dans un courrier de six pages, le président français dénonce l'« instrumentalisation » de l'antisémitisme par le premier ministre israélien, qu'il appelle à « sortir de la fuite en avant meurtrière et illégale d'une guerre permanente à Gaza »

PAGE 3

Mauritanie
Dans le camp de Mbera, un Mali en miniature

Depuis 2023, le grand Est mauritanien fait face à un afflux sans précédent de réfugiés maliens fuyant les violences de l'armée de Bamako et de ses mercenaires russes. Notre envoyée spéciale a pu parcourir l'un des camps qui les accueillent, en plein désert

PAGE 5

Biodiversité
La réintroduction de visons d'Europe, ultime espoir de sauver l'espèce

PAGE 7

Reportage
En Syrie, la difficile réconciliation entre alaouites et sunnites

PAGE 2

Economie
Les droits de douane sont-ils vraiment bons pour la planète ?

PAGE 16

L'ÉTÉ EN SÉRIES

Mohammed VI, à Saïdia (Maroc), le 1er octobre 1999. G BASSIGNAC/GAMMA-RAPHO

L'ÉNIGME MOHAMMED VI
Le monarque des réformes inachevées
Après le règne de son père, marqué par des atteintes aux droits de l'homme, le jeune roi incarne, au moins pour un temps, le changement et la modernité

PAGES 20-21

LA « PENSÉE 68 » FACE AU MOMENT TRUMP
Arlette Farge, historienne
« La jeunesse ne sait pas où se trouve son avenir », s'alarme la chercheuse féministe

PAGE 22

Cinéma
A la Mostra de Venise, frénésie d'adaptations littéraires

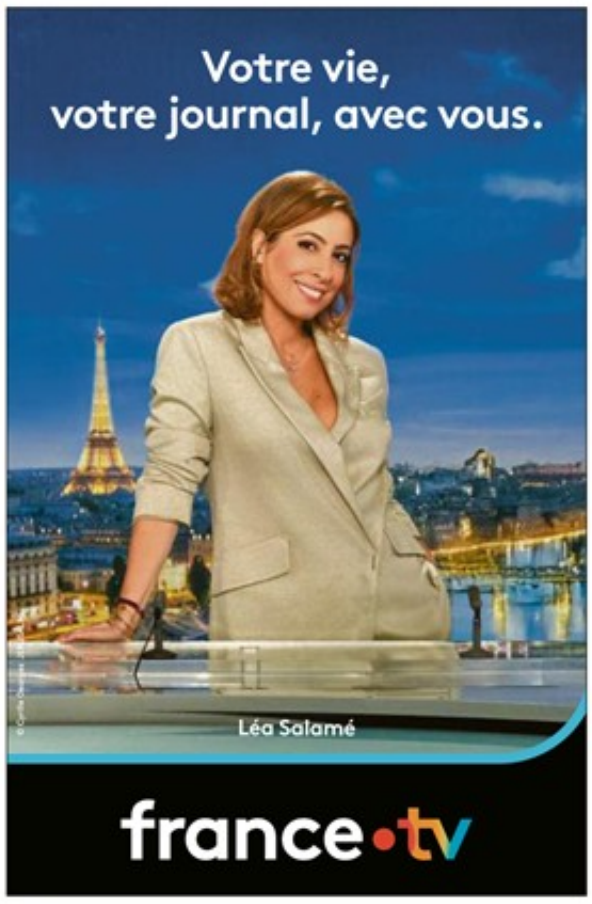
Valérie Donzelli, François Ozon, Cédric Jimenez et Olivier Assayas présentent chacun un film tiré d'un roman au festival de cinéma, qui se tient du 27 août au 6 septembre sur l'île du Lido

PAGE 17

M ÉDITORIAL

LE COUP DE FORCE DE TRUMP CONTRE LA FED

PAGE 24



M 00147 - 825 - F: 3,80 €

Allemagne 4,80 €, Andorre 4,30 €, Autriche 4,50 €, Belgique 4,00 €, Espagne 4,30 €, Grèce 4,20 €, Guadeloupe-Martinique 4,00 €, Italie 4,20 €, Luxembourg 4,20 €, Maroc 32 DH, Pays-Bas 4,60 €, Portugal cont. 4,30 €, La Réunion 4,00 €, Sénégal 2 500 F CFA, Suisse 4,80 CHF, Tunisie 7,10 DT

EN SÉRIES

Un roi aux réformes inachevées

L'énigme Mohammed VI – 3|6 – L'intronisation du souverain marocain, en 1999, suscite bien des espoirs, dans son pays et ailleurs. Après le règne de son père, Hassan II, marqué par des atteintes aux droits de l'homme, le jeune roi incarne, au moins pour un temps, le changement et la modernité

Le roi du Maroc, Mohammed VI, et son épouse, la princesse Lalla Salma, au Théâtre royal de Marrakech, le 17 janvier 2005. ARMANDO FRANCA/AP/SIPA

Septembre 2002, Festival international du film de Marrakech. En ce début d'automne, le soleil darde encore ses rayons sur la ville ocre. Un an après les attentats du 11-Septembre aux Etats-Unis et en pleine *« guerre contre le terrorisme »*, selon l'expression du président américain George W. Bush, le Maroc veut donner l'exemple d'une rencontre apaisée et festive entre l'Orient et l'Occident autour du 7e art et des paillettes. Le festival, créé un an auparavant par le jeune roi Mohammed VI, est présidé par son frère cadet, Moulay Rachid. En coulisses, le producteur français Daniel Toscan du Plantier gère l'intendance, la programmation et la venue des vedettes. Les charmes de La Mamounia, le palace où sont logées les stars, contribuent grandement à la réussite de l'événement.

L'avant-dernier soir de la manifestation, cinéastes, acteurs, journalistes, bref tout le gratin gravitant autour du festival, sont invités à une réception donnée par le roi en son palais du centre-ville. Les centaines de convives s'assoient autour de tables basses, sur des poufs posés sur des tapis aussi élimés qu'historiques. Le service aux flambeaux est assuré par des dizaines de serviteurs, tous noirs, masculins et vêtus de blanc, chargés d'apporter et de débarrasser les plats en un va-et-vient rythmé.

C'est un mélange de *Mille et Une Nuits* et de Moyen Age. L'invitée surprise de la soirée se trouve sur l'estrade. Assise à côté du roi, sa jeune épouse, Lalla (« princesse ») Salma, offre son visage distingué et sa chevelure rousse aux yeux des convives. Murmures dans les rangs. C'est la première fois qu'autant d'étrangers contemplent la femme du souverain alaouite. Du temps d'Hassan II – le père de Mohammed VI –, personne n'avait jamais vu Lalla Latifa, la mère des enfants royaux, autrement qu'en photo et en tenue traditionnelle.

Le mariage entre Mohammed VI et Lalla Salma a été arrangé, évidemment, mais en choisissant une jeune femme issue de la classe moyenne de Fès, diplômée en ingénierie informatique et déjà engagée dans la vie active, le monarque a rompu avec les usages. Salma Bennani, de son nom de jeune fille, alors âgée de 25 ans, parle trois langues (arabe, français, espagnol). Le mariage légal a été célébré le 21 mars 2002, suivi de la traditionnelle célébration nuptiale, les 12 et 13 juillet de la même année. Chargée d'emblée d'un rôle de première dame, Lalla Salma a reçu le titre d'« altesse royale » ; deux innovations révélatrices de la volonté de changement du roi.

A la mort de son père, en juillet 1999, beaucoup de Marocains ont pleuré. Ils ont été nombreux, aussi, à être secrètement soulagés, car le souvenir des « années de plomb » qui ont caractérisé son règne restait vivace, même si la poigne de fer de l'autocrate s'était nettement desserrée au cours des dernières années. Mohammed VI, son successeur, incarne donc un espoir de changement, de modernité et de libéralisme. Une envie d'air frais.

Très vite, les signes de changement se multiplient. Dès septembre 1999, moins de deux mois après l'intronisation du nouveau souverain, Abraham Serfaty, l'irréductible opposant communiste à Hassan II, est autorisé à revenir au pays, après des années passées dans le bagne souterrain de Tazmamart (1974-1991), puis en exil en France. Abdessalam Yassine, le leader spirituel du mouvement islamiste Al-Adl Wal-Ihsane (Justice et bienfaisance), non reconnu mais toléré par les autorités, est libéré de sa résidence surveillée. En novembre, autre coup de tonnerre : Driss Basri, l'inamovible ministre de l'intérieur et de l'information d'Hassan II, le détenteur de tous ses secrets, est démis de ses fonctions.

Certificat de modernité

La chute de Basri marque, croit-on, la fin des arrestations arbitraires, de la torture, des emprisonnements à tour de bras et même des assassinats déguisés en accidents… Pour tourner définitivement la page de ces années noires, le roi charge en 2004 l'Instance équité et réconciliation d'établir la vérité sur les violations graves des droits de l'homme intervenues au Maroc entre 1956 – date de l'indépendance – et 1999, de procéder à la réhabilitation (dont l'indemnisation) des victimes et de proposer des réformes. Serait-ce l'amorce d'un « printemps » marocain ?

Parallèlement, Mohammed VI enchaîne les visites dans le Maroc profond, à la rencontre d'un pays qu'il ne connaît pas bien. Aux habitants du Rif, région montagneuse, pauvre et rebelle du Nord, il promet la fin de l'ostracisme. Son père était craint, lui se laisse approcher, toucher. Il gagne le surnom de « roi des pauvres », mis en avant par les communicants du palais et formalisé par l'Initiative nationale pour le développement humain, un ambitieux programme de réduction de la pauvreté.

La jeunesse de Mohammed VI, 36 ans en 1999, vaut certificat de modernité. Elle fait écho à l'avènement, à la même époque, de deux autres leaders dans le monde arabe : le roi Abdallah II de Jordanie (en 1999) et le président syrien Bachar Al-Assad (en 2000). Le trio y gagne un surnom : les « trois lionceaux ». Les attentes occidentales, en particulier françaises, sont énormes en matière de réformes politiques et d'ouverture économique. Jacques Chirac, qui se prend en quelque sorte pour le « parrain » de Mohammed VI – et de Bachar Al-Assad, dans une moindre mesure – s'agite beaucoup dans les instances internationales et européennes pour vendre le récit d'un Maroc prêt à s'ouvrir et à décoller.

La plupart des observateurs de la monarchie marocaine estiment que la période d'ouverture s'est achevée en mai 2003, avec la séquence des attentats djihadistes à Casablanca (33 morts, une centaine de blessés), point de départ d'un tournant sécuritaire du régime. D'autres analystes datent plutôt la fin de la période en question à 2004, année de la dernière grande réforme, celle du code de la famille (la Moudawana), destinée à réduire autant que possible les inégalités hommes-femmes. Mais d'autres encore avancent une chronologie fort différente, moins flatteuse pour Mohammed VI. *« Ce n'est pas lui, mais Hassan II, qui a libéralisé la presse, autorisé l'alternance politique avec l'arrivée au pouvoir du premier ministre socialiste* [1998-2002] *Abderrahmane Youssoufi, et l'ouverture économique dès la fin des années 1990,* assure le politologue Youssef Belal. *Il a tout fait pour mettre le pied à l'étrier à son fils et lui garantir une transition douce. »*

La « rupture » si souvent affichée avec le règne d'Hassan II relèverait donc davantage de la mise en scène que de la réalité. Idem pour le limogeage de Driss Basri : ce serait avant tout une vengeance ciblée, la revanche d'un jeune monarque contre un homme qui l'avait surveillé et dénigré, envisageant même de le faire remplacer par son frère Moulay (« prince ») Rachid. De fait, au-delà du côté spectaculaire de cette mise à l'écart, rien n'a changé : l'appareil sécuritaire est resté en place, toujours aussi opaque et discrétionnaire.

« Autoritarisme centralisateur »

Le bilan de l'Instance équité et réconciliation est tout aussi limité : les victimes n'ont pas obtenu le droit de nommer leurs bourreaux ni de les poursuivre en justice. Enfin, la réforme de la Moudawana, déjà timide, n'a été appliquée qu'à moitié par des magistrats mal préparés et très conservateurs. Aujourd'hui encore, les mariages d'hommes d'âge mûr avec des fillettes perdurent malgré l'interdiction… En matière de liberté de la presse, il n'a pas fallu attendre la fin de l'année 2000 pour voir revenir la censure en force. A l'automne de cette année-là, le quotidien *Le Journal* révèle un scoop historique : le premier ministre, Abderrahmane Youssoufi, était de mèche avec le général Oufkir lors de sa tentative de putsch d'août 1972 – surnommée « coup d'Etat des aviateurs » – à laquelle Hassan II avait échappé par miracle et grâce à son sang-froid à toute épreuve. La révélation embarrasse autant le premier ministre que le palais. Encouragé par Mohammed VI, M. Youssoufi prononce une interdiction de quarante jours du *Journal* et de l'hebdomadaire *Demain*, dirigé par le journaliste franco-marocain Ali Lmrabet.

Dans la foulée, la situation de la presse indépendante, qui s'est développée dans les dernières années du règne d'Hassan II, ne cesse de se dégrader. *Le Journal* et *Demain*, asphyxiés par les interdictions et surtout le boycott publicitaire des entreprises, publiques comme privées, finissent par disparaître. D'autres, à l'image de l'hebdomadaire *Telquel*, attaqué par la censure en 2009 pour avoir publié un sondage sur la popularité du roi, changent de main et de ligne éditoriale. Suprême ironie, le sondage incriminé était pourtant très favorable au souverain. Dans un tel contexte, la scène journalistique s'étiole inexorablement. Aboubakr Jamaï, fondateur du *Journal*, et son confrère Ali Lmrabet sont contraints à l'exil – après, dans le cas de ce dernier, un séjour en prison et une grève de la faim en 2003 –, tandis qu'Ahmed Benchemsi, le fondateur de *Telquel*, partira exercer ses talents hors du Maroc et du journalisme.

Après la presse, c'est au tour des partis politiques d'être repris en main. Aux législatives de 2002, l'Union socialiste des forces populaires arrive en tête et pense reconduire Abderrahmane Youssoufi, son chef, au poste de premier ministre. Las, le roi choisit de nommer à sa place Driss Jettou, un sans-étiquette, ministre sortant de l'intérieur et surtout ex-gestionnaire de sa fortune personnelle. D'un trait de plume, le roi vide ainsi le scrutin de son sens et réaffirme la primauté de son pouvoir sur la souveraineté populaire. Youssoufi, terriblement meurtri, se voit octroyer une pension royale en guise de consolation. *« Ce qui se met en place alors est un autoritarisme centralisateur du roi,* analyse un politologue qui ne souhaite pas être nommé. *Il impose l'idée que lui seul peut être le moteur du changement, et que le gouvernement est une courroie technique chargée d'exécuter ses grandes orientations. C'est une vision portée par son conseiller Meziane Belfkih* [mort en mai 2010]. » Ce dernier est à l'époque l'un des rares à avoir survécu à la purge du changement de monarque. Le Maroc est donc passé de la dictature d'Hassan II à l'autocratie éclairée de Mohammed VI, avec un intermède démocratique entre les deux.

Vues de l'étranger, les relations entre le roi et son premier ministre sont compliquées à comprendre. Pour simplifier, elles seraient celles, en France, entre un président de la République et un chef de gouvernement, mais avec un président à vie et de droit divin. Jusqu'en 2011, la personne du roi du Maroc était d'ailleurs considérée comme *« inviolable et sacrée »* par la Constitution. Chaque année, à la fin du mois de juillet, au moment de la date anniversaire de l'accession au trône de Mohammed VI, des milliers de dignitaires, élus et hauts fonctionnaires se prosternent devant lui, juché sur un cheval et vêtu d'une grande cape jaune, en criant : *« Que Dieu accorde longue vie à notre seigneur ! »* C'est la cérémonie dite « de la baya » (« serment d'allégeance »), que Mohammed VI n'a jamais remise en cause, pas plus que le rituel du baisemain.

« Au fil des années, il s'est lassé des contacts avec la population, témoigne un bon connaisseur du palais. *Les gens se croyaient tout permis, ils le touchaient, l'interpellaient. Ils ont abusé de sa gentillesse. »* De fait, durant les années 2000, le roi prend de plus en plus de distance avec l'exercice quotidien du pouvoir. Il s'en éloigne d'autant plus que la maladie, visible à l'œil nu, l'épuise : sa silhouette et ses traits bouffis trahissent un traitement intensif à la cortisone. *« C'est un homme qui aime plus jouir du pouvoir que l'exercer »,* résume l'historien Pierre Vermeren, auteur du livre

Le roi du Maroc, Mohammed VI, à cheval, le 21 août 2012, lors de la cérémonie de la « baya » (« serment d'allégeance »), sur l'esplanade du Mechwar, à Rabat, pour le 13e anniversaire de son accession au trône.
AZZOUZ BOUKALLOUCH/AFP

Le Maroc de Mohammed VI. La transition inachevée (La Découverte, 2009). *« La façon dont il gouverne au quotidien avec ses proches conseillers relève de la boîte noire »*, ajoute un observateur attentif du pouvoir.

Par ailleurs, le « roi des pauvres » n'a cessé de s'enrichir. Au tout début de son règne, Driss Jettou, gestionnaire en chef, a été chargé de remettre de l'ordre dans les comptes royaux. *« C'était un vrai capharnaüm : des gestionnaires de fermes royales empochaient les bénéfices, ne payaient pas les salaires, etc. Tout a été passé au peigne fin et épuré »*, raconte un économiste bien informé. Puis Jettou est parti au gouvernement et a été remplacé par Mounir Majidi, alias 3M : *« Là, l'objectif a changé. Il fallait faire de l'argent. Les secteurs les plus attractifs et rentables ont été ciblés : la banque, l'assurance, la téléphonie, l'énergie, etc. Toutes les rentes sont passées sous contrôle royal »*, précise un initié, pour lequel *« les entreprises du roi dominent tous les secteurs modernes, d'avenir, régulés ou subventionnés »*.

Explosions de colère

Personne n'osant refuser un prêt à la banque du roi ou se mettre en concurrence avec lui, les actifs de Mohammed VI n'ont cessé de grossir. Les administrations publiques et les agences d'Etat précèdent elles aussi ses désirs. Résultat : en moins de vingt ans, la fortune royale est passée de 500 000 dollars (425 000 euros) à 5,7 milliards de dollars, selon le classement du magazine américain *Forbes* pour 2015, dernière année pour laquelle un montant est disponible publiquement. Et cette estimation ne prend pas en compte les 56 000 hectares de terres cultivées que possède le roi, ni une partie des terres des *habous* (les biens religieux de mainmorte) privatisées depuis son arrivée au pouvoir. Quand la holding royale SNI – devenue par la suite Al Mada – a été retirée de la cotation, en 2010, c'est 70 % du volume de la Bourse de Casablanca qui a été affecté.

Reste à comprendre cet attrait pour le « business »… A bien y regarder, l'inspiration vient peut-être des Emirats arabes unis. Impressionné par un voyage à Dubaï au milieu des années 2000, Mohammed VI se convainc encore un peu plus que seul un capitalisme d'Etat musclé peut faire pièce à la mondialisation et aux investissements étrangers, qui risquent d'accaparer l'économie marocaine. Derrière ce souci légitime se cache aussi un appétit personnel pour la richesse. *« Il ressemble désormais aux princes du Golfe qu'il a pour habitude de fréquenter »*, dit Pierre Vermeren.

La concentration des richesses, la fin de l'ouverture politique et l'essoufflement des promesses des débuts finissent par former un cocktail instable, propice aux explosions de colère au sein de la population. Fin janvier 2011, des étudiants, encouragés par la traînée de poudre des révolutions arabes en Tunisie et en Egypte, prennent la rue. Ils appellent à une grande « journée de la dignité », le 20 février. Cette date devient le symbole du mouvement de contestation. Les islamistes d'Al-Adl Wal-Ihsane s'y associent, ainsi que certains partis de gauche, des militants des droits de l'homme ou de la culture berbère.

Les protestataires visent l'entourage royal, en particulier le conseiller en chef, Fouad El-Himma, accusé de corruption et d'omniprésence. Aux yeux de la foule, il incarne le makhzen, ce pouvoir opaque du palais. Mais la personne du roi est épargnée. Les manifestants se conforment à la fable du « bon calife » entouré de « mauvais vizirs » : ils veulent des réformes, pas la révolution.

Au palais, c'est tout de même la panique : *« jamais le régime n'a eu aussi peur,* avoue un familier du pouvoir. *C'était le plus grand défi depuis le début du règne du roi. »* Conseillé en coulisse par Nicolas Sarkozy – du moins selon certaines sources –, Mohammed VI prend la parole dès le 9 mars pour éviter que la spirale des manifestations ne s'emballe. Il annonce la rédaction d'une nouvelle Loi fondamentale par une Commission consultative de révision de la Constitution composée d'une majorité de personnalités proches du palais. Ce texte sera ensuite soumis au référendum. Les manifestations ne cessent pas, mais la dynamique est enrayée, le risque d'emballement écarté.

Le 1er juillet 2011, la nouvelle Constitution est approuvée par référendum, à 98,47 % des voix (73,50 % de participation). *« Sur le papier, elle a beaucoup limité le pouvoir royal »*, explique le politologue Mohamed Tozy, qui a participé à la réécriture. Les évolutions sont nombreuses : la personne du roi n'est plus sacrée, et il ne pourra se prévaloir du titre de Commandeur des croyants que pour les questions religieuses. Le premier ministre, rebaptisé « président du gouvernement », appartient nécessairement au parti arrivé en tête aux législatives, la politique générale du pays est débattue sans le roi, la justice est censée devenir indépendante. Le berbère devient, au même titre que l'arabe, une langue officielle. En contrepartie, le roi peut dissoudre le Parlement. Autrement dit, sans que le pays soit pour autant devenu une monarchie parlementaire, le monarque est un minimum tenu par le résultat des urnes.

Arrivent les élections législatives anticipées de 2011. Les islamistes du Parti de la justice et du développement (PJD) l'emportent. Leur secrétaire général, le truculent et populaire Abdelilah Benkirane, est promu chef du gouvernement. C'est totalement inédit. Mohammed VI fait le gros dos et finit par avoir les islamistes à l'usure. Dans un premier temps, il fait mine de les laisser gouverner, mais occupe le champ religieux pour ne pas les laisser accaparer ce sujet. Puis, lors de leur seconde mandature (2016-2021) – avec Saad Dine El Otmani comme premier ministre à partir de 2017 –, le roi les force à avaliser des mesures allant à l'encontre de leur programme, ce qui les décrédibilise totalement.

LE MAROC EST PASSÉ D'UNE DICTATURE À UNE AUTOCRATIE ÉCLAIRÉE, AVEC UN INTERMÈDE DÉMOCRATIQUE ENTRE LES DEUX

Le PJD s'effondre aux élections de 2021, au profit du Rassemblement national des indépendants et du Parti Authenticité et modernité, deux partis acquis au palais. Mohammed VI peut nommer un proche, Aziz Akhannouch, l'un des plus riches hommes d'affaires du pays, à la tête du gouvernement. Plus rien ne s'oppose au pouvoir royal, qui fait face à un désert politique. Un vrai tour de force pour un roi réputé peu intéressé par la chose politique. Sauf que pareille stratégie n'est pas sans risque… *« Ce qui m'inquiète,* analyse un familier du palais, *c'est qu'il n'y a plus d'intermédiation politique. Si la société explose, les partis ne seront plus là pour la canaliser et formuler des demandes raisonnables. »*

Des acquis mais un lourd passif

Or, des explosions, il y en a déjà eu. En 2011, mais aussi en 2016, dans la région du Rif. A l'origine, une « bavure » policière et un accident. Le 28 octobre 2016, des agents saisissent l'étalage illégal de poissons d'un vendeur à la sauvette et le jettent dans un camion benne à ordures. Alors que le vendeur cherche à récupérer son bien, il meurt broyé. Un drame de la pauvreté extrême et de l'arbitraire policier. Ses funérailles donnent lieu à une manifestation dans la ville d'Al-Hoceima, avec drapeaux berbères et rifains. La fronde prend de l'ampleur, au point de gagner Casablanca et Rabat.

« Le soulèvement du Rif signait l'échec personnel de Mohammed VI, qui avait voulu réconcilier la monarchie avec cette région volontairement déshéritée par son père, précise un analyste, soucieux de rester anonyme par peur des représailles. *C'est aussi l'échec de sa stratégie de lutte contre la pauvreté. »* En cette année 2016, le contexte n'est plus le même qu'en 2011 : les manifestants ne sont plus enclins à se contenter de promesses. A partir de 2017, les manifestations sont violemment réprimées. Les arrestations se multiplient. Des leaders sont condamnés à de lourdes peines. Le message est limpide : toute révolte sera réprimée de façon impitoyable. C'est la fin des espoirs soulevés par l'ouverture de 2011.

Cette reprise en main sécuritaire ne se limite pas au Rif. A compter de 2020, toutes les voix dissidentes, connues ou anonymes, sont traquées, harcelées, menacées ou condamnées par la justice. Journalistes, universitaires, avocats, simples étudiants postant un commentaire jugé offensant sur Facebook, nul ne saurait échapper aux tentaculaires services de police et de renseignement intérieur dirigés par un seul homme, Abdellatif Hammouchi, le Fouché du régime. Et ceux que la loi ne permet pas de condamner, on les salit en montant de toutes pièces des scandales de mœurs qu'expose sans retenue une petite galaxie de sites aux ordres, aussitôt relayés sur les réseaux sociaux par une armée de bots.

« Mohammed VI était peut-être un homme qui ne voulait pas être roi à ses débuts, mais le système l'a changé. Il a pris goût au pouvoir », analyse un bon connaisseur des subtilités du makhzen. *Pour lui, ce n'est pas un job à temps plein, mais il sait qu'en dernier ressort toutes les décisions importantes lui reviennent. »* Gare à ceux de ses conseillers qui interprètent mal ses désirs, y compris quand ils sont illisibles ou contradictoires ! Lorsque le roi s'absente en vacances à l'étranger ou qu'il met ses activités en pause pour raisons de santé, tout est suspendu, à l'arrêt, les hauts fonctionnaires ne prennent aucune initiative, de crainte d'être tenus pour responsables d'une erreur. Résultat : le pays avance par à-coups, en mode permanent marche-arrêt. Un exemple : le mirifique Centre culturel du Maroc à Paris (1 400 mètres carrés boulevard Saint-Germain) attend son nouveau directeur, plus de deux ans après l'achèvement des travaux.

Que restera-t-il de Mohammed VI sur le plan intérieur ? Des acquis incontestables : des infrastructures nettement améliorées, le seul train à grande vitesse en Afrique (Tanger-Casablanca), des autoroutes, le complexe portuaire de Tanger Med, le désenclavement du nord du pays, une électrification rurale à 99 %, l'émergence d'une classe moyenne dans les grandes villes et une gestion remarquable de la pandémie de Covid-19. Le passif reste néanmoins lourd : des campagnes et des bidonvilles victimes d'une pauvreté quasi biblique, un fossé croissant entre urbains et ruraux, un chômage des jeunes endémique et une paysannerie de plus en plus fragilisée par la sécheresse et le réchauffement climatique. Des trois « lionceaux » d'autrefois, Mohammed VI est sans conteste celui qui a le mieux réussi. Quitte à avoir transformé le paysage politique national en un véritable désert. ■

CHRISTOPHE AYAD ET FRÉDÉRIC BOBIN

Prochain épisode *Le roi des grandes manœuvres diplomatiques*

VENDREDI 29 AOÛT 2025
81e ANNÉE – N° 25088
3,80 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR –
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde

LE MONDE DES LIVRES
SUPPLÉMENT 12 PAGES

La méthode de Bayrou sous le feu des critiques

▸ La stratégie du premier ministre de soumettre son gouvernement à un vote de confiance sur les finances publiques, le 8 septembre, suscite un vaste rejet

▸ Replié, cet été, à Matignon, avec un carré de conseillers, FrançoisBayrou espérait mettre en scène sa capacité à contrer l'immobilisme

▸ Le centriste pense encore pouvoir retourner l'opinion, mais, mardi, sur TF1, il n'a formulé aucune annonce ni dessiné de piste de compromis

▸ La gauche se prépare déjà à l'après-Bayrou et continue de réclamer Matignon. Au PS, Faure rêve d'un gouvernement de Ruffin à Glucksmann

▸ Aux rencontres du Medef, les patrons s'agacent de l'activité en berne et des investissements tombés à l'eau, faute de cadre stable

PAGES 6-7 ET 12

Rentrée littéraire

« Le Monde des livres » consacre un deuxième numéro spécial de 12 pages aux romans et essais majeurs de cette rentrée

▸ « Les Forces » : rencontre avec **Laura Vazquez**, autrice intense d'un livre qui fouille le puits de nos angoisses

▸ « La Nuit au cœur » : **Nathacha Appanah** dans la spirale des violences masculines

▸ « La Maison vide » : le feuilleton de Tiphaine Samoyault sur le grand roman de **Laurent Mauvignier**

▸ « Des inconnus à qui parler » : **Camille Bordas** fait l'université du rire

▸ « 38, rue de Londres » : entretien avec **Philippe Sands** sur un irrépressible élan vers la justice

▸ « James » : parcours dans l'œuvre de **Percival Everett**, à la recherche de l'identité noire aux Etats-Unis

Le Monde des Livres

Laura Vazquez nous sauve de la dévastation

Dans « Les Forces », une jeune fille s'interroge : comment vivre dans un monde où tout semble déjà mort ? L'écrivaine s'engage dans le puits de nos angoisses avec la puissance d'une tornade. Critique, suivie d'une rencontre avec l'autrice

3
4 5 9
6 7
8
10
12

Rentrée Littéraire FAYARD

Europe
La difficile relance du moteur franco-allemand

Le gouvernement de Friedrich Merz et celui, en sursis, de François Bayrou devaient tenir un conseil des ministres commun à Brégançon et à Toulon, les 28 et 29 août

PAGE 2

Etats-Unis
La tuerie de Minneapolis enflamme la droite trumpiste

Deux enfants ont été tués et 17 autres personnes blessées, mercredi, par une jeune femme transgenre qui disposait de trois armes achetées légalement

PAGE 3

Agriculture
Dermatose nodulaire des bovins : l'abattage imposé fait débat

PAGE 10

Education
Pour revaloriser le baccalauréat, Borne veut réformer le contrôle continu

PAGE 8

Economie
Trump défend l'intervention de l'Etat fédéral dans les entreprises

PAGE 14

L'ÉTÉ EN SÉRIES

AMMAR ABD RABBO/ABACA

L'ÉNIGME MOHAMMED VI
Le roi des grandes manœuvres diplomatiques
Du dossier du Sahara occidental à celui du rapprochement avec Israël, le souverain marocain s'est souvent imposé en maître du jeu

PAGES 18-19

LA « PENSÉE 68 » FACE AU MOMENT TRUMP
Julia Kristeva, psychanalyste
« Le "deal" trumpiste est le degré zéro du contrat social », estime l'écrivaine, qui vit en France depuis 1966

PAGE 20

Culture
Le voyage risqué de la tapisserie de Bayeux vers l'Angleterre

Deux rapports, publiés en 2021 et en 2022, dont « Le Monde » a pris connaissance, alertent sur les dangers liés au transport de la broderie millénaire, qui doit être exposée à Londres en 2026. Emmanuel Macron a choisi d'ignorer ces réserves

PAGE 15

ÉDITORIAL
NUCLÉAIRE IRANIEN : L'URGENCE DE LA DIPLOMATIE

PAGE 22

EspaceTopper©
Maison familiale depuis 1926
LE PLUS GRAND ESPACE LITERIE À PARIS
André Renault, Bultex, Dunlopillo, Emma, Epeda, Simmons, Tempur, Treca... les grandes marques au meilleur prix
Paris 15 : 66 rue de la Convention • 01 40 59 02 10 • 7J/7 • M° Charles Michels
Paris 12 : 56-60 cours de Vincennes • 01 43 41 80 93 • 7J/7 • M° Nation
Canapés, literie, mobilier sur 3000 m² : toutes nos adresses sur www.topper.fr

M 00147 - 829 - F: 3,80 €

Allemagne 4,80 €, Andorre 4,30 €, Autriche 4,50 €, Belgique 4,00 €, Espagne 4,30 €, Grèce 4,20 €, Guadeloupe-Martinique 4,00 €, Italie 4,20 €, Luxembourg 4,20 €, Maroc 32 DH, Pays-Bas 4,60 €, Portugal cont. 4,30 €, La Réunion 4,00 €, Sénégal 2 500 F CFA, Suisse 4,80 CHF, Tunisie 7,10 DT

Le roi des grandes manœuvres diplomatiques

L'énigme Mohammed VI – 4|6 – Ces dernières années, le souverain marocain n'a cessé de s'activer sur la scène internationale. Du dossier très sensible du Sahara occidental à celui du rapprochement avec Israël, il s'est souvent imposé en maître du jeu

Le roi du Maroc, Mohammed VI (à droite), avec le président français, Emmanuel Macron, à Rabat, le 28 octobre 2024.
AMMAR ABD RABBO/ABACA

L'air automnal est doux à Rabat. Sur l'esplanade du Mechwar, face au palais royal, de longs tapis rouges ont été déroulés. Soudain, les cuivres de la fanfare de la garde résonnent, signal de l'arrivée du cortège. La Mercedes Pullman 600 décapotable dans laquelle ont pris place le roi Mohammed VI et Emmanuel Macron approche au ralenti. De fiers cavaliers sanglés dans leur tunique rouge à cape verte – les couleurs nationales – les escortent au trot, dans le sillage d'un trio de lanciers guidé par un officier sabre au clair. Sur cette place comme partout ailleurs en ville, les couleurs mêlées de la France et du Maroc frissonnent sous la brise venue du front de mer. Un vrai temps d'idylle.

En ce 28 octobre 2024, le palais a mis les petits plats dans les grands pour accueillir le président français, accompagné d'une délégation pléthorique où dominent les people, habitués pour beaucoup des riads à Marrakech et autres langueurs marocaines. Les retrouvailles entre amis, qu'une étrange fâcherie avait éloignés, sont émues. Un retour aux fondamentaux d'une relation qui a toujours été intime depuis l'accès à l'indépendance, en 1956, de l'ancien protectorat français ? Point du tout. L'équilibre entre les deux Etats a glissé ; plus rien n'est comme avant. Contrairement à la maxime de Lampedusa dans son livre *Le Guépard* (1958), *« il faut que rien ne change pour que tout ait changé »*.

Si Emmanuel Macron a droit, ce jour-là, au faste d'un royaume, qui a l'art de recevoir, c'est qu'il a cédé. Après avoir longtemps hésité, tergiversé, il offre à Rabat un cadeau diplomatique de première grandeur : la reconnaissance par la France de la *« souveraineté marocaine »* sur le Sahara occidental. Afin de lui forcer la main, Rabat avait imposé, à partir de l'été 2021, une épreuve de force d'une rare virulence, trois années de froid polaire : suspension des contacts officiels, gel des coopérations, attaques incessantes – et parfois au-dessous de la ceinture – dans la presse aux ordres. Le président français aurait pu résister si, par ailleurs, la relation franco-algérienne – son premier tropisme – n'était pas restée toxique, si sa main tendue avait été saisie par Alger, bref, si son rêve d'une réconciliation avait été exaucé. Or, sa déception est amère. Dans son entourage, les voix s'élèvent pour s'inquiéter du risque de voir la France *« perdre sur les deux tableaux »*. On le presse donc de « recalibrer » sa diplomatie maghrébine vers le Maroc.

C'est chose faite avec une lettre présidentielle adressée fin juillet 2024 à Mohammed VI. Le locataire de l'Elysée y admet solennellement que *« le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine »*. Alger, qui soutient les indépendantistes sahraouis du Front Polisario, fulmine. Rabat exulte : la voie est libre, désormais, pour accueillir avec faste, en octobre, le chef d'Etat français. Oubliés, les affronts réciproques des trois dernières années. Ainsi est remisé dans le coffre des secrets d'Etat le scandale Pegasus, du nom du logiciel espion israélien acheté par les Marocains et dont Emmanuel Macron fut une cible potentielle aux côtés de milliers d'autres victimes, selon les révélations, en juillet 2021, d'un consortium de rédactions (dont celle du *Monde*) coordonné par l'organisation Forbidden Stories.

Une priorité stratégique

L'affaire avait lourdement pesé sur la relation personnelle entre Emmanuel Macron et Mohammed VI. Le souverain marocain avait été offensé de voir sa protestation d'innocence récusée par le président français lors d'un appel téléphonique glacial, si l'on en croit la version de l'échange rapportée par l'écrivain marocain Tahar Ben Jelloun en juin 2023. La déchirure se produit à ce moment-là, dans le contexte de l'affaire Pegasus. Même quand il séjourne, à titre privé, à Paris, dans son hôtel particulier de 1 600 mètres carrés au pied de la tour Eiffel, le roi refuse de prendre les appels du président français. Entre Rabat et Paris, ou entre le Champ-de-Mars et la rue du Faubourg-Saint-Honoré, où se situe l'Elysée, le contact est rompu.

Afin de retisser le lien, on recourt alors à la diplomatie parallèle des princesses. En février 2024, les trois sœurs du roi – Lalla Meryem, Lalla Hasnaa, Lalla Asma – sont reçues à déjeuner à l'Elysée par la première dame, Brigitte Macron, des retrouvailles que solennise une photo dans le salon Cléopâtre, devant une tapisserie d'Yves Oppenheim. Le président français passe une tête pour les saluer dans un geste qui n'a rien d'improvisé. Le ciel s'éclaircit. Mais il reste à Emmanuel Macron à prononcer la formule magique – *« souveraineté marocaine »* (sur le Sahara occidental) – que le roi attend de lui pour clore la brouille.

La crise entre Paris et Rabat a révélé au grand jour un nationalisme marocain sourcilleux, voire vindicatif. L'humoriste et acteur Jamel Debbouze, pourtant un protégé de Mohammed VI, en a fait les frais : pour avoir osé s'afficher avec un maillot moitié français moitié marocain à l'occasion du match de football France-Maroc, en demi-finale du Mondial 2022 au Qatar, il provoque un tollé dans son pays d'origine. Furieux, le palais annule le festival annuel du Marrakech du rire, dont Jamel Debbouze est le parrain et le promoteur, au motif officiel de travaux de restauration du Palais El Badi, scène principale de l'événement. Le message à la diaspora et des doubles nationaux est clair : c'est au Maroc, et à son roi avant tout, que vous devez allégeance.

Au-delà des péripéties franco-marocaines, l'épisode consacre un nouveau succès diplomatique du royaume chérifien, s'ajoutant à d'autres ralliements à ses thèses sur le Sahara occidental, émanant notamment des Etats-Unis, de l'Espagne ou de l'Allemagne. L'adoubement d'Emmanuel Macron conforte le Maroc dans son statut de puissance régionale émergente. Et cette percée porte la signature expresse de Mohammed VI, ce drôle de roi qui n'aime pas la diplomatie, sèche la plupart des sommets internationaux, quand il ne pose pas des « lapins » à ses homologues, comme l'Espagnol Pedro Sanchez, le Turc Recep Tayyip Erdogan ou le Chinois Xi Jinping.

Une anecdote révélatrice de son humeur ombrageuse face aux contraintes de la diplomatie : après une soirée festive, au tournant des années 2010, il ne s'était pas réveillé à temps le lendemain matin pour un rendez-vous avec un haut responsable américain de passage à Rabat. Le chambellan, qui s'était hasardé dans la chambre royale pour l'informer de la présence du dignitaire de Washington, s'est fait éconduire rudement par le monarque, furieux d'être importuné dans son sommeil.

C'est donc ce souverain-là qui aura paradoxalement rehaussé le statut du Maroc sur la scène régionale. Sur le dossier sahraoui, il aura été inflexible, l'érigeant en priorité stratégique du royaume. Lors de son traditionnel discours du Trône, en août 2022, il l'avait même qualifié de *« prisme »* à travers lequel il ferait le tri entre ses vrais amis et les faux. C'est que cette affaire-là est sacrée au Maroc. Une *« question existentielle »*, a-t-on coutume de dire. *« Allez demander aux Français de la première guerre mondiale si l'Alsace-Lorraine n'était pas française ! C'est la même chose* [pour nous] *»*, avait déclaré Hassan II sur Antenne 2, en 1987. Un peu plus de dix ans plus tôt, en 1975, ce même Hassan II avait pris possession de l'ex-colonie espagnole délaissée par Madrid, dans le lyrisme de la « marche verte ».

Mission de deux règnes

Cette flambée patriotique teintée de ferveur religieuse – les 350 000 participants à la marche brandissaient le Coran d'une main, le drapeau marocain de l'autre – avait remis en selle un Hassan II déstabilisé par deux tentatives de coup d'Etat militaire en 1971 et en 1972. L'armée, tout absorbée à sécuriser la zone face à l'insurrection du Front Polisario, ne sera désormais plus un danger pour lui. Cet épisode est le grand tournant du règne d'Hassan II. Le trône est sauvé par le Sahara occidental. Mais cette *« récupération des provinces spoliées »* du Sud – selon la terminologie officielle – est contestée au regard du droit international. Il reviendra à son héritier, Mohammed VI, de la faire admettre à la communauté des nations. En somme, à l'inscrire au « cadastre » des Nations unies (ONU).

Là sera la grande mission de son règne. La tâche est encore loin d'être accomplie, car les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU continuent de considérer le territoire comme voué à l'*« autodétermination »* –, perspective certes à ce stade théorique, sinon illusoire. En 2007, Mohammed VI avait proposé l'horizon d'une *« région autonome du Sahara »* pour mieux enterrer l'autodétermination. Ces dernières années, trois des membres permanents du Conseil de sécurité – Etats-Unis, France, Royaume-Uni – ont embrassé cette autonomie marocaine comme la voie privilégiée, voire exclusive, à suivre. La dynamique internationale joue donc en faveur du royaume. Afin d'obtenir ce résultat, le Maroc aura bénéficié d'une lassitude assez générale autour d'un conflit vieux d'un demi-siècle, devenu inextricable depuis qu'il s'est enkysté à la faveur de la rivalité algéro-marocaine.

Mohammed VI aura aussi utilisé les grands moyens d'une diplomatie de plus en plus agressive, n'hésitant pas à ouvrir une crise frontale avec les Etats réticents à entériner ses revendications sur le Sahara occidental. Ainsi le bras de fer a-t-il été virulent au printemps 2021 avec l'Allemagne, mais surtout avec l'Espagne, voisin de l'au-delà du détroit de Gibraltar, qui a fait l'objet d'un véritable *« chantage »* migratoire, pour reprendre les termes indignés des autorités de Madrid. Près de 8 000 migrants – en grande majorité des Marocains, dont de nombreux adolescents – s'étaient en effet introduits, à la mi-mai 2021, à l'intérieur de Ceuta, enclave espagnole située dans le nord du royaume, avec l'évidente complicité de la police locale.

L'avertissement était transparent : le Maroc était disposé à « lever le pied » sur son contrôle aux frontières afin de forcer l'Espagne à renoncer à ses velléités de sympathie vis-à-vis de la cause sahraouie. Dix mois plus tard, Madrid cède. En mars 2022, le premier ministre socialiste, Pedro Sanchez, reconnaissait que le plan marocain d'autonomie sur le Sahara occidental représentait *« la base la plus sérieuse »*

en vue d'un règlement du conflit. Le changement de pied était radical dans un pays taraudé par la mauvaise conscience d'avoir quitté le territoire dans la précipitation au crépuscule du franquisme, où la solidarité avec la population sahraouie a toujours rencontré un vif écho. C'est aussi, pour Mohammed VI, une revanche savoureuse sur l'humiliation que lui avait fait subir l'Espagne lorsqu'elle avait envoyé ses forces spéciales déloger manu militari la demi-douzaine de gendarmes marocains envoyés occuper l'îlot contesté de Persil, à l'est du détroit de Gibraltar, en juillet 2002.

Quelques mois après le changement espagnol sur le Sahara, en août 2022, Berlin ployait à son tour, en qualifiant le projet marocain de *« bonne base »*. Quant à la France, elle finira par aller au-delà de ses partenaires européens en reconnaissant en termes explicites la *« marocanité »* du Sahara occidental : le prix des trois années d'attente imposées par Emmanuel Macron à Mohammed VI. Au moins la France a-t-elle ainsi repris sa position de « leader » en Europe dans le soutien à Rabat, elle qui avait déjà coécrit, en 2007, le plan d'autonomie dans le but d'aider son allié marocain, à l'époque à la peine sur ce dossier. Un retour aux classiques, cette fois-ci forcé par le roi.

Des volontaires marocains, lors de la « marche verte », prise de possession du Sahara occidental par le Maroc, le 7 novembre 1975. GEORGES BENDRIHEM/AFP

Tropisme pro-israélien

« Un sentiment de puissance conduit le Maroc à durcir son attitude », décrypte un ancien ministre espagnol ayant eu à gérer la relation avec le royaume chérifien. Ce *« sentiment de puissance »* a été dopé en décembre 2020 par le fameux « deal de Trump ». Dans les ultimes semaines de son premier mandat, le président américain avait reconnu, au nom de Washington, la *« souveraineté marocaine »* sur le Sahara occidental en échange de l'acceptation par Rabat de normaliser ses relations avec Israël, dans le cadre des accords d'Abraham, négociés en secret par une équipe ne répondant qu'au roi du Maroc. En apparence désintéressé par la politique internationale et peu assidu dans le travail au jour le jour, Mohammed VI a réalisé là un coup majeur. Suprême habileté, le palais fait signer l'accord par le premier ministre d'alors, Saad-Eddine Al-Othmani, un islamiste, le 22 décembre 2020, aux côtés de Jared Kushner, gendre et conseiller de Donald Trump, et de Meir Ben-Shabbat, conseiller israélien pour la sécurité nationale et lui-même issu d'une famille juive marocaine.

Un tel rapprochement, officiel et assumé, entre Rabat et Tel-Aviv ne saurait réellement surprendre. Il révèle au grand jour une relation aussi discrète qu'ancienne. Depuis le début des années 1960, les deux Etats se sont échangé maints services clandestins. Hassan II avait ainsi autorisé les Israéliens à espionner le sommet de la Ligue arabe organisé en septembre 1965 dans un hôtel de Casablanca, une précieuse pêche aux informations deux ans avant la guerre des Six-Jours. De son côté, Israël a – entre autres coups de main – aidé les Marocains à édifier, dans les années 1980, le mur de sable de 2 700 kilomètres en lisière du Sahara occidental, afin de parer aux raids du Front Polisario.

La connivence va au-delà de la froide logique d'Etat. Elle s'inscrit dans une dimension humaine enracinée dans l'histoire ; celle d'un pays, le Maroc, où la présence juive était autrefois la plus importante dans la région. L'attachement pour la terre de leurs ancêtres des Israéliens d'ascendance marocaine – dont le nombre fait débat (472 800 selon Tel-Aviv, 800 000 d'après Rabat) – demeure profond. Et il se perpétue d'autant plus aisément que le royaume chérifien a multiplié les marques d'attention à l'égard des juifs restés sur place (entre 1500 et 2000). Il a ainsi amendé, en 2011, le préambule de la Constitution, pour y préciser que son *« unité »* avait été *« enrichie »* de son *« affluent hébraïque »* –, un geste impensable en Algérie ou en Tunisie. Vingt ans plus tôt, un juif marocain, André Azoulay, avait été nommé conseiller du roi Hassan II, titre qu'il a conservé sous le règne de Mohammed VI, dont il avait accompagné de près les débuts. Si son rôle est maintenant moins central, il n'est pas insignifiant : André Azoulay continue d'incarner le « vivre-ensemble » marocain en multipliant les festivals dans sa ville d'Essaouira, un patrimoine intercommunautaire qui participe au soft power du royaume.

Mohammed VI fait preuve du même tropisme pro-israélien que son père. Bien avant son ralliement aux accords d'Abraham, et en sa qualité de président du comité Al-Qods (une structure créée par l'Organisation de la coopération islamique pour œuvrer à la préservation du patrimoine de Jérusalem), il avait un jour envoyé un émissaire avec pour consigne de remettre des fonds destinés à restaurer le toit du dôme du Rocher. *« Va voir les Israéliens ! »*, lui avait-il ordonné. *« Quand je suis rentré, je lui ai rendu compte en commençant par dire que j'étais allé voir les Jordaniens, qui sont gardiens de l'esplanade des Mosquées* [à Jérusalem], relate le messager. *Mohammed VI est entré dans une colère noire : "Ne t'avais-je pas dit d'aller voir les Israéliens ?", m'a-t-il reproché. »*

La guerre à Gaza, à partir de l'automne 2023, a toutefois brouillé la perception, dans l'opinion marocaine, du partenariat Rabat - Tel-Aviv. La violence de la riposte israélienne aux attaques terroristes du Hamas du 7-Octobre a réveillé des doutes, voire une hostilité, à la normalisation, que seule sa contrepartie en matière d'acquis sur le Sahara occidental avait désamorcés lors de la conclusion du « deal » de la fin 2020. Face au spectacle des massacres dans l'enclave palestinienne, l'humeur populaire se rebiffe et des manifestations, parfois massives, agitent Casablanca, Rabat ou Tanger, où fusent des slogans du type : *« Le peuple veut la fin de la normalisation. »*

En guise de réponse, le palais fait savoir que Mohammed VI se mobilise en faveur des Gazaouis. Très timidement et sans jamais accompagner ses protestations et ses appels à la retenue par des mesures ou des menaces concrètes. L'enjeu stratégique est trop sensible : il ne saurait être question de sacrifier l'atout considérable que lui apporte désormais la coopération sécuritaire avec Israël. Sur la période 2020-2023, l'Etat hébreu s'est hissé au troisième rang des exportateurs d'armes vers le Maroc, derrière les Etats-Unis et la France, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm. En valeur absolue, le royaume chérifien affiche certes un budget militaire très inférieur à celui de l'Algérie, quasiment de moitié en 2025. Mais, sur le plan qualitatif, l'appui israélien lui permet de monter en gamme, au point de reconfigurer l'équilibre géopolitique régional.

La principale nouveauté, dans ces manœuvres, tient dans la sanctuarisation croissante du Sahara occidental face à la menace représentée par le Front Polisario épaulé par Alger. Grâce à la technologie de l'Etat hébreu, le Maroc va en effet se lancer dans la production autochtone de drones, avec l'ambition de devenir, à terme, une puissance exportatrice de ces aéronefs sans pilote. Si l'on y ajoute les commandes passées à Israel Aerospace Industries du système de défense aérienne et antimissile Barak MX, ainsi que de deux satellites hypersophistiqués de renseignement Ofek 13, on comprend que le bouclier que le royaume déploie à ses frontières lui confère une assurance nouvelle. Une telle coopération avec Tel-Aviv, aux *« acquis énormes »*, selon la formule enthousiaste du journal en ligne *Barlamane*, proche du palais, est vouée à surmonter les contingences de l'actualité, fût-elle dramatique, au Proche-Orient. Pour Mohammed VI, comme pour ses généraux, le Sahara prime sur Gaza.

MOHAMMED VI, INFLEXIBLE SUR LE DOSSIER SAHRAOUI, AURA REHAUSSÉ LE STATUT DU MAROC SUR LA SCÈNE RÉGIONALE

Profondeur africaine

Outre cette quasi-alliance avec Israël, le « fil rouge » du Sahara occidental permet d'expliquer un autre tournant pris par la diplomatie marocaine : l'ouverture à l'Afrique subsaharienne. *« Le Maroc ressemble à un arbre dont les racines nourricières plongent profondément dans la terre d'Afrique et qui respire grâce à son feuillage bruissant aux vents de l'Europe »*, avait écrit Hassan II avec lyrisme dans son livre *Le Défi* (Albin Michel, 1976).

Mais cette dualité avait surtout penché en faveur de l'Europe et, au-delà, de l'Occident, à l'heure des alignements dictés par la guerre froide. Hassan II n'avait jamais réellement investi le continent africain. Il l'a même ostensiblement boudé en claquant la porte, en 1984, de l'Organisation de l'unité africaine – devenue plus tard Union africaine. Il n'avait pas pardonné à l'organisation d'avoir admis en son sein la République arabe sahraouie démocratique (RASD), issue du Front Polisario.

Un tel éloignement joua en réalité contre les intérêts du Maroc, puisqu'il laissa la voie libre à l'Algérie et à son allié de la RASD pour plaider la cause sahraouie dans les enceintes africaines. Dès son accession au trône, en 1999, Mohammed VI s'efforce au contraire de combler le handicap. Il multiplie les tournées à travers le continent, y gagnant au passage le surnom de « Mohammed VI l'Africain ». Ce grand retour culminera avec la réintégration, en 2017, de l'Union africaine, qui permit au Maroc d'enrôler de nouveaux soutiens africains à ses revendications sur le Sahara occidental. Entre autres arguments, la *« diplomatie des engrais »* – exportation et transformation des phosphates, dont le Maroc est le deuxième producteur mondial – est mobilisée au service de l'objectif de la *« sécurité alimentaire »*.

En deux décennies, le royaume mène ainsi avec volontarisme sa projection vers sa profondeur africaine. En Afrique de l'Ouest, des entreprises marocaines – dans les secteurs de la banque, de l'assurance, des télécommunications, de l'immobilier… –, dont beaucoup sont sous le contrôle direct du roi, s'imposent de plus en plus sur les marchés locaux. En parallèle, le royaume a dressé des passerelles religieuses à travers la promotion d'un *« islam du juste milieu »* (formation des imams), en jouant des affinités historiques avec la confrérie soufie tidjaniya, influente notamment au Sénégal. Une « diplomatie migratoire » a aussi été déployée en direction des dizaines de milliers de Subsahariens présents dans le royaume, à travers des politiques de régularisation entre 2013 et 2018. Opportuniste, Rabat a avancé ses pions stratégiques au Sahel en mettant à profit les démêlés de l'Algérie avec le Mali, le Niger et le Burkina Faso.

Une telle position charnière entre l'Afrique et l'Europe est vantée à satiété par la propagande officielle, mais elle correspond à une réalité tangible. Aux portes du détroit de Gibraltar, le complexe portuaire de Tanger Med, fruit de la volonté personnelle de Mohammed VI, adossé à un bassin industriel de 1 300 entreprises (automobile, aéronautique, agroalimentaire…) à la main-d'œuvre bon marché afin d'attirer les investisseurs internationaux, a pris une importance nouvelle, à l'heure où les bouleversements internationaux ont conduit à repenser le paradigme des délocalisations. Les Européens y prêtent une attention croissante. Lors de sa fameuse visite de 2024 à Rabat, Emmanuel Macron a lui-même loué le rôle que pourrait jouer le Maroc dans l'*« intégration des chaînes de valeur »* visant à protéger l'Europe et l'Afrique de la *« fragmentation du commerce international »*.

Un tableau idyllique ? Il ne fait guère de doute qu'à Rabat un art consommé de la communication gonfle à l'excès le profil du royaume et la stature de Mohammed VI. Ainsi de cette proposition de désenclaver les Etats du Sahel en leur offrant le débouché de l'Atlantique – au niveau du Sahara occidental, comme par hasard –, qui n'a aucune logique géographique. Ou ce projet de gazoduc Nigeria-Morocco Gas Pipeline de 5 600 kilomètres le long du littoral africain, dont le but affiché – alimenter l'Europe – va se heurter à la décarbonation en cours du Vieux Continent. Sa finalité, en réalité, n'est autre que de concurrencer un projet similaire de l'Algérie empruntant, lui, la voie transsaharienne.

Le Maroc apparaît ainsi comme rongé par sa rivalité avec son voisin de l'est, l'aspirant – au-delà d'une inquiétante course aux armements – dans une guerre d'image et un affrontement des récits aux effets délétères pour la région. La fracture s'approfondit inexorablement, au point de prendre la forme d'une dérive des continents. *« Le Maroc s'est détaché du Maghreb de par sa proximité avec l'Occident, sa politique africaine très dynamique et sa relation avec Israël »*, résume la politologue Khadija Mohsen-Finan. Mohammed VI aura été le roi de ce nouvel arrimage géopolitique du royaume chérifien et de ses ambitions de puissance. ■

CHRISTOPHE AYAD ET FRÉDÉRIC BOBIN

Prochain épisode *L'art des secrets de palais*

UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE, EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

MAGAZINE
VANESSA PARADIS, DISCRÈTE IDOLE

idées

« Aucune majorité ne se dégagerait aux législatives avec le mode de scrutin actuel »

Le Monde WEEK-END

SAMEDI 30 AOÛT 2025 - 81e ANNÉE - N° 25089 - **5,50 €** - FRANCE MÉTROPOLITAINE - WWW.LEMONDE.FR -

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Les partis et le Medef préparent l'après-Bayrou

▸ La décrue du déficit public, en 2025, est perceptible, mais sa poursuite est menacée par la chute probable du gouvernement Bayrou le 8 septembre

▸ Le patronat a dévoilé son plan pour un « sursaut de croissance » : moins de fonctionnaires et d'impôts, plus de libre-échange et d'heures supplémentaires

▸ Les socialistes travaillent à un contre-budget à l'opposé du programme gouvernemental, incluant la « taxe Zucman » sur les hauts patrimoines

▸ Le RN appelle désormais Emmanuel Macron à « la dissolution ou la démission », tout en hésitant sur la stratégie à adopter

PAGES 8 À 10 ET IDÉES PAGE 23

M ÉDITORIAL

BUDGET : UN COMPROMIS INDISPENSABLE

PAGE 23

TOURISME UN ÉTÉ SOUS LE SIGNE DE L'AUSTÉRITÉ

▸ Les professionnels sont nombreux à constater une baisse des dépenses

▸ Les vacanciers ont boudé les hôtels et les restaurants, par souci d'économie

PAGE 13

A Sainte-Croix-du-Verdon (Alpes-de-Haute-Provence), le 26 août. ANNE MOCAËR POUR « LE MONDE »

Pour les enseignants, une rentrée entre lassitude et résignation

S'ILS DISENT TOUJOURS aimer leur métier, les enseignants font part de leur découragement croissant face à des classes surchargées, des moyens toujours plus limités et des réformes incessantes qui rendent leur métier incertain, au point qu'ils sont nombreux à vouloir en changer. Parmi ceux qui restent, certains prennent leurs distances avec les directives et les programmes, ou se désengagent de certaines missions.

PAGE 11

Etats-Unis
La politique internationale de Trump divise la base MAGA

L'implication américaine à l'étranger ébranle les soutiens du président

PAGE 3

Nucléaire
Les Européens veulent réactiver les sanctions contre l'Iran

Paris, Berlin et Londres estiment que Téhéran viole ses engagements

PAGE 2

Chine
Un défilé militaire pour afficher la puissance de Pékin

PAGE 4

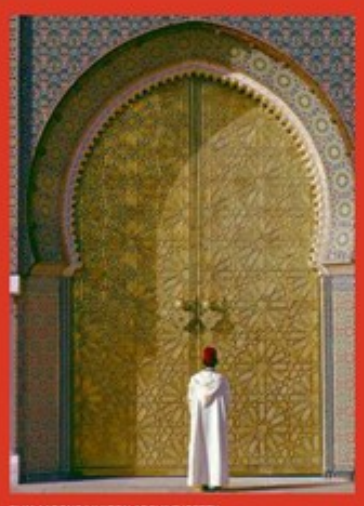
Suisse
Tariq Ramadan définitivement condamné pour viol

PAGE 12

Photographie
A Perpignan, la crise climatique en émojis

PAGE 16

L'ÉTÉ EN SÉRIES



SLIM AARONS/HULTON ARCHIVE/GETTY

L'ÉNIGME MOHAMMED VI
La vie de cour du makhzen et l'art des secrets de palais
Le souverain marocain s'appuie sur une poignée de fidèles, mais les rivalités internes s'aiguisent

PAGES 20-21

LA « PENSÉE 68 » FACE AU MOMENT TRUMP
Sylviane Agacinski, philosophe
« Deux "cancel cultures" s'opposent », analyse l'académicienne

PAGE 22

Santé
Les effets nocifs des aliments ultratransformés démontrés

Un essai clinique a mis en lumière les impacts rapidement délétères d'un régime à base de nourriture industrielle

PAGE 7

Economie
Le modèle allemand menacé par Trump et Xi

Les entreprises réclament davantage d'intervention de l'Etat, de barrières et de régulation

PAGE 15

PUBLICITÉ

Le saviez-vous ?
Un Italien sur deux dormirait sur un matelas Dorelan

VAGUE DE LUXE SUR VOS NUITS : DORELAN, N° 1 DE LA LITERIE EN ITALIE, ÉQUIPE LES PLUS GRANDS CROISIÉRISTES ET DE NOMBREUX HÔTELS 4 ET 5*

PONANT · SILVERSEA · Regent · Royal Caribbean Group · SAINT-CHRISTOPHE · HYATT CENTRIC · KUBE · HELIOPIC

Mousse à mémoire de forme, ressorts ensachés ou composition hybride, le confort inégalable des matelas Dorelan s'appuie sur de constantes innovations technologiques doublées d'une tradition manufacturière 100% nationale.

EspaceTopper©
Maison familiale depuis 1926
EN EXCLUSIVITÉ À PARIS :
147 rue Saint-Charles Paris 15.
7J/7, M° Charles Michels
01 45 75 02 81.
Canapés, literie, mobilier :
nos adresses sur www.topper.fr

M 00146 - 830 - F: 5,50 €

Allemagne 4,80 €, **Andorre** 4,30 €, **Autriche** 4,50 €, **Belgique** 5,80 €, **Espagne** 4,30 €, **Grèce** 4,20 €, **Guadeloupe-Martinique** 4,00 €, **Italie** 4,20 €, **Luxembourg** 5,90 €, **Maroc** 32 DH, **Pays-Bas** 4,60 €, **Portugal cont.** 4,30 €, **La Réunion** 4,00 €, **Sénégal** 2 500 F CFA, **Suisse** 4,80 CHF, **Tunisie** 7,10 DT

Le makhzen, ou l'art des secrets de palais

L'énigme Mohammed VI – 5|6 – Pour assurer son pouvoir, le souverain marocain s'appuie sur une poignée de fidèles qu'il connaît, pour la plupart, depuis des décennies. Mais les rivalités internes trahissent une forme de nervosité, révélatrice des incertitudes sur la suite de son règne

En être ou ne pas en être. Rares sont les listes autant attendues, scrutées, disséquées, par les cercles de l'élite marocaine. Figurer parmi les invités d'une réception royale – dîner de rupture du jeûne (*iftar*) du ramadan, Fête du trône ou anniversaire du roi, réception de dignitaires étrangers, etc. – consacre l'éclat de votre cote dans le gotha du royaume. En disparaître signe votre disgrâce publique. Le banquier Othman Benjelloun, l'un des hommes les plus riches du royaume, fut ainsi soudainement écarté, en 2012, des happy few des banquets de Mohammed VI. Le souverain lui aurait tenu rigueur, dit-on, de n'avoir pas respecté le protocole royal en marge de l'inauguration d'une usine Renault à Tanger en février de la même année.

Une fâcherie dont l'origine remonte à bien plus loin, au tournant des années 2000, quand le groupe Benjelloun avait voulu mettre la main sur la Société nationale d'investissement (SNI), une holding de sociétés dans les secteurs stratégiques de l'économie marocaine. Le palais, qui s'emparera plus tard de la SNI (renommée « Al Mada » en 2018), avait alors coupé court aux ambitions d'Othman Benjelloun. Plus d'une décennie plus tard, le malaise rebondit donc avec cette éviction des mondanités royales. Rien de bien dramatique toutefois : l'ostracisme dura de deux à trois ans. Il n'en jeta pas moins l'émoi dans le landerneau marocain.

Plus récemment, un autre effacement du protocole a attiré l'attention. A l'issue de la prière de l'Aïd-el-Adha (« fête du sacrifice ») accomplie, le 7 juin, à la mosquée de Tétouan, dans le nord du pays, les plus hauts dignitaires du royaume sont venus saluer le souverain, ainsi que le veut la coutume. Or l'un des hommes forts du régime a brillé par son absence : Yassine Mansouri, le patron de la direction générale des études et de la documentation (DGED), les services de sécurité extérieure. Il n'en fallait pas davantage pour que soient relancées les spéculations sur le yoyo des éminences, voire les luttes de clan agitant l'entourage du souverain. *« Il doit y avoir une colère royale »*, suppute un habitué du sérail.

Ainsi va la vie de cour au sein du makhzen, terme désignant le bloc du pouvoir agrégé autour du palais, un épicentre vers lequel convergent différents réseaux d'allégeance, où la compétition peut être féroce. La formule, issue de l'arabe *khazana* (« entreposer », « stocker »), renvoie, selon le politologue marocain Mohamed Tozy, à une réalité *« polysémique »* souvent mal comprise chez des Occidentaux épris d'*« exotisme »*. Quoi qu'il en soit, ce complexe d'autorité et d'influence gravitant dans l'orbite du pilier royal et plongeant ses racines dans une histoire multiséculaire – l'actuelle dynastie alaouite remonte à la seconde moitié du XVIIe siècle – est l'appareil politique dont Mohammed VI a hérité en succédant à son père, Hassan II, en juillet 1999. Au vif désappointement de ceux qui rêvaient d'audacieuses réformes, il en a conservé les fondamentaux.

Peu disposé à céder de son pouvoir, il s'est montré en revanche plus souple dans l'aménagement de certains rituels. Citons, par exemple, sa décision d'exempter ses sujets de l'obligation de sacrifier le mouton lors de la fête de l'Aïd-el-Adha en cette année 2025, ou celle, en 2023, de supprimer le rendez-vous de l'allocution royale du 20 août, discours dit « de la révolution du roi et du peuple » – commémorant la révolte populaire déclenchée par la déposition du sultan Mohammed V par les autorités du protectorat français, le 20 août 1953.

Des historiques et un « club des sept »

Ladite allocution a été jugée superfétatoire, alors que le monarque s'adresse déjà à son *« fidèle peuple »* à deux reprises en cette période de l'année : la Fête du trône (en juillet) et la rentrée parlementaire (en octobre). Sans compter que le fait de desserrer – dans la mesure du possible – le corset d'obligations cérémonielles n'est pas pour lui déplaire. Grandes ou petites, les décisions du souverain obéissent à une dialectique entre ses tropismes personnels et des impératifs écrasants de l'institution monarchique. *« Ce n'est pas un roi, c'est un système*, soutient Mohamed Tozy en évoquant la personne du monarque. *Et, dans ce système*, ajoute-t-il, *on peut gouverner par l'absence. »*

Au centre de ce makhzen assurant la continuité de la dynastie par-delà les vicissitudes, l'entourage du roi joue un rôle capital. Une sorte de cœur du réacteur. Dès son accession au trône, Mohammed VI s'était constitué une garde rapprochée dont de nombreux éléments avaient partagé sa scolarité au Collège royal. Le personnage le plus emblématique de ce premier cercle est sans conteste Fouad El-Himma, véritable clé de voûte du makhzen et, à ce titre, souvent surnommé « vice-roi ». Proche parmi les proches, cet homme de 62 ans a été de facto, dans les années 2000, le patron du ministère de l'intérieur (sans en avoir le titre), d'où il a orchestré la domestication du champ politique – bridant les islamistes, écartant la gauche socialiste – au service du palais. Le Parti Authenticité et modernité, qu'il a créé en 2008, n'avait d'autre objectif que de « makhzéniser » la scène partisane.

El-Himma essuie tout de même un cinglant revers, lorsque la vague des « printemps arabes » de 2011 secoue le pays avec l'irruption du « mouvement du 20 février ». Son nom est hué dans la rue. Dès lors, il se fait plus discret, mais, nommé au cabinet royal, il n'en continue pas moins d'agir en coulisse, lui qui est détenteur de tous les secrets – petits et grands – du monde politique marocain. A l'évidence, il reste à la manœuvre sur les gros dossiers du royaume, en particulier les affaires diplomatiques et sécuritaires. *« Il est notre principal interlocuteur »*, confie un diplomate occidental en poste à Rabat. Yassine Mansouri, 63 ans, lui aussi camarade de classe du roi, a été également propulsé au sommet. Après avoir présidé aux destinées de Maghreb Arabe Presse, l'agence officielle où s'écrit la geste royale, il est nommé à la tête de la DGED, le renseignement extérieur. Il est le premier civil à occuper ce poste.

Un troisième fidèle de toujours, Mounir Majidi (surnommé « 3M »), 60 ans, ami d'enfance du roi bien que non-condisciple du Collège royal, chapeaute depuis plus de deux décennies le secrétariat particulier de Mohammed VI. Cette position privilégiée fait de lui le gérant de la fortune privée du monarque, un « business » dont il assure l'expansion tentaculaire dans les secteurs les plus lucratifs de l'économie nationale. Une fuite de documents issus des fichiers de la sécurité sociale, organisée par des hackeurs d'origine inconnue, a révélé, en avril, le salaire de « 3M », qui occupe les fonctions de président de la holding royale, la Siger : 120 000 euros par mois, quand le salaire moyen au Maroc est de 380 euros. Accessoirement, Mounir Majidi inspire la ligne éditoriale du journal en ligne *Le360*, dans lequel des textes de chroniqueurs de luxe – le romancier Tahar Ben Jelloun ou l'ancien ambassadeur français à Alger Xavier Driencourt – cohabitent avec des diatribes étrillant tous ceux qui, à un moment donné, sont dans le collimateur du palais.

A ce noyau dur des amis historiques s'agrège un second cercle, celui du cabinet royal, composé d'une centaine de technocrates. La mission de ces hommes de dossier ?

LES RÉSEAUX À L'ÉPICENTRE DU POUVOIR ASSURENT LA CONTINUITÉ DE LA DYNASTIE PAR-DELÀ LES VICISSITUDES

Préparer en amont les décisions du souverain, puis en superviser l'exécution. Ils sont coiffés par une équipe réduite de sept « conseillers du roi », dont le principal, le « vice-roi » El-Himma, est aussi issu du premier groupe des amis d'enfance de Mohammed VI. A ses côtés officient les juristes Omar Azziman et Abdellatif Menouni, chargés des questions constitutionnelles ou des droits de l'homme, Omar Kabbaj, un ancien banquier très introduit dans les milieux africains, mais aussi Taïeb Fassi-Fihri, un ancien ministre des affaires étrangères qui a gardé la haute main sur la diplomatie, et Yassir Zenagui, financier passé par la City de Londres.

Sur le papier, André Azoulay, rescapé de l'ère Hassan II, appartient toujours à ce cabinet royal, bien que son rôle soit bien moins stratégique que lors des premiers pas de Mohammed VI, au début des années 2000. En bon communicant, André Azoulay avait alors contribué à écrire le récit du jeune « roi des pauvres ». Issu de la communauté juive, ce natif d'Essaouira – ville côtière dont il a fait un haut lieu des festivals interculturels – demeure un atout pour l'image de la monarchie. N'incarne-t-il, à lui seul, le « vivre ensemble » marocain ? Ce « club des sept » forme une sorte de cabinet de l'ombre, occupé à surveiller l'action du gouvernement officiel dont le chef en titre, selon la Constitution révisée de 2011, est issu du parti politique arrivé en tête aux élections législatives. Depuis le scrutin de 2021, l'homme d'affaires Aziz Akhannouch, 64 ans, l'une des plus grosses fortunes du royaume, occupe ce poste de premier ministre.

« Votre esclave est à vos pieds »

Il le doit à la victoire électorale de son parti, le Rassemblement national des indépendants, un réseau somnolent de notables qu'il avait dépoussiéré à partir de 2016, avec ses méthodes d'entrepreneur et surtout beaucoup d'argent. Son ascension ne doit rien au hasard : elle résulte du choix personnel de Mohammed VI, qui l'avait tôt investi d'une mission : déloger du gouvernement les islamistes du Parti de la justice et du développement (PJD), après leurs succès électoraux de 2011 et 2016. Le statut de favori du roi d'Aziz Akhannouch était devenu évident dès le ramadan de 2013, lorsqu'il l'avait gratifié – insigne privilège – de l'honneur d'une visite dans sa villa de Casablanca pour une rupture du jeûne. C'est ainsi avec ce souverain : il a toujours suivi de très près la composition des gouvernements, même lorsque le PJD était aux affaires.

Son onction fait la différence, comme en témoigne une anecdote remontant à la première moitié des années 2010. Alors qu'il annonce personnellement, au téléphone, à un heureux élu sa nomination comme ministre, ce dernier se confond en remerciements d'une grandiloquence servile. *« Votre esclave scarifié est entièrement à vos pieds »*, dit-il au monarque, au comble de l'émotion. Une scène révélatrice de l'atmosphère de déférence qui entoure souvent les relations entre le personnel politique et Mohammed VI. Le caprice du roi scelle les carrières, et donc les destins. *« Quand il vous accorde sa confiance, tout le monde vous applaudit*, résume un familier du sérail. *Mais quand il vous la retire, tout le monde vous maudit. » « Le roi est affreusement jaloux des têtes qui dépassent »*, ajoute un autre. Hassan II, il est vrai, envoyait les proscrits au bagne de Tazmamart. Autres temps, autres mœurs.

Si l'époque a assurément changé, une évolution à rebours des grandes espérances du début de son règne n'a échappé à aucun observateur du makhzen : la montée en puissance des *« sécuritaires »*. Elle s'incarne dans un homme, Abdellatif Hammouchi, 59 ans, le « premier flic » du pays. Nommé, en 2005, à la tête de la direction de la surveillance du territoire (DST, devenue ensuite la direction générale de la surveillance du territoire, DGST), le contre-espionnage, il a étoffé son périmètre dix ans plus tard en s'adjugeant la direction générale de la sûreté nationale (DGSN), c'est-à-dire la police nationale.

Cette double casquette fait de lui l'un des hommes forts du pays. Abdellatif Hammouchi a su capitaliser sur le tournant sécuritaire pris par la monarchie, au lendemain des attentats djihadistes de Casablanca, en mai 2003. Une sorte de réveil de l'Etat profond après les velléités libérales du début du

Le roi du Maroc, Mohammed VI (au centre), son fils, le prince héritier, Moulay Al-Hassan (à sa gauche), ainsi que les membres du gouvernement dirigé par l'homme d'affaires Aziz Akhannouch (à sa droite), à Fès (Maroc), le 8 octobre 2021. AZZOUZ BOUKALLOUCH VIA BALKIS PRESS/ABACA

règne de Mohammed VI. La reprise en main sera confortée, une décennie plus tard, par le retour de bâton post-« printemps arabes ». L'implacable répression du soulèvement du Rif, en 2016-2017, dans laquelle Abdellatif Hammouchi jouera un rôle central, achèvera ce processus de raidissement autoritaire.

Le super-flic du Maroc ne fait pas partie du premier cercle des proches du roi. Contrairement au « vice-roi » El-Himma ou à Yassine Mansouri, son homologue de la DGED, il n'est pas un ancien camarade du Collège royal. Mais il a su se rendre indispensable dans les années 2010, en s'imposant comme les yeux et les oreilles du royaume, les bonnes vieilles recettes des réseaux d'indics se conjuguant désormais avec les technologies de surveillance dernier cri. Ainsi, les *« dossiers »* s'empilent, et fuitent parfois opportunément dans la presse aux ordres pour intimider les voix critiques de la monarchie, ou tout simplement les rivaux au sein du système. Sensible aux honneurs, Abdellatif Hammouchi aime à se mettre en scène comme l'ombrageuse sentinelle en chef du royaume. *« Cet homme incarne aujourd'hui l'un des fondements les plus solides de l'appareil d'Etat* (…). *Il est une digue, une muraille »*, estime le site *Barlamane*, qui ne cesse de chanter ses louanges.

Deux fronts de lutte

Très soucieux de reconnaissance, Abdellatif Hammouchi a même reproché, par l'intermédiaire de ce même média, à Aziz Akhannouch, dont il dépend en principe, de ne pas l'avoir félicité pour une opération de démantèlement d'une cellule djihadiste, en janvier, près de Casablanca. C'est que des tensions se font sentir au sein du makhzen. Derrière la centralité de Mohammed VI et la verticalité apparente du système marocain, la rivalité est âpre entre les différents réseaux et clientèles. En matière sécuritaire, deux pôles sont parfois en compétition : d'un côté, la DGST-DGSN (sécurité intérieure) d'Abdellatif Hammouchi ; de l'autre, la DGED (sécurité extérieure) de Yassine Mansouri.

DANS UNE ATMOSPHÈRE DE DÉFÉRENCE, L'ONCTION DU ROI FAIT LA DIFFÉRENCE, SON CAPRICE SCELLE LES DESTINS

Pareils tiraillements ne sont pas nouveaux. Ils étaient déjà perceptibles en 2014, lors de la virulente crise entre Paris et Rabat consécutive à la convocation, par un juge français, d'Abdellatif Hammouchi, visé par une plainte pour complicité de torture déposée sur le sol français par des citoyens marocains. A l'époque, la colère du royaume s'était traduite par une suspension de la coopération judiciaire, qui dura un an, jusqu'à la résipiscence française. La fracture s'était même étendue aux liens entre la DGED et la direction générale de la sécurité extérieure française, quand bien même cette dernière n'avait pas grand-chose à voir avec l'origine de la crise. *« Il était clair que Fouad El-Himma et son séide Hammouchi exploitaient la situation contre Mansouri, qui était très gêné et n'avait pas les coudées franches dans cette affaire*, se souvient un diplomate français impliqué dans le dossier. *On sentait qu'Hammouchi avait pris du galon et que le rapport de force évoluait en sa faveur. »*

L'autonomisation progressive d'Abdellatif Hammouchi a toutefois ses limites. Le patron de la police et du contre-espionnage marocains doit continuer à composer avec le « vice-roi ». Et sa marge de manœuvre s'est trouvée contrainte à la suite de l'affaire des frères Azaitar, ces champions d'arts martiaux dont le roi s'est entiché à partir de 2018. Abdellatif Hammouchi avait participé à la cabale contre ces intrus du palais. Pareille audace lui a valu une mise à distance de la part du souverain, qui ne le rencontre quasiment plus.

La récente série de piratages informatiques qui a frappé le cœur de l'appareil sécuritaire, en dévoilant le rôle de Mohamed Raji, le « Monsieur écoutes » du roi, et en publiant les noms des directeurs de division de la DGST, censés demeurer confidentiels, a ajouté à la tourmente. *« Le système sécuritaire est en crise*, décode un familier du sérail. *On lui demande trop de choses, on lui fait subir trop de pression, mais sans lui garantir en retour la protection politique et les perspectives de promotion qui pourraient consolider les loyautés des niveaux intermédiaires. »*

C'est dans ce contexte que la rivalité historique entre Hammouchi et Mansouri a pris une nouvelle dimension ces derniers mois. Elle s'est cristallisée autour de la fuite à l'étranger de Mehdi Hijaouy, un ancien responsable de la DGED qui s'était attiré les foudres de Fouad El-Himma, en 2023, pour avoir nourri l'ambition de s'approcher trop près du roi. L'un des enjeux des luttes d'influence au Maroc tient en effet au contrôle de l'accès au monarque, ressource stratégique majeure qui commande carrières et fortunes. Accusé d'escroquerie et autres activités délictueuses, Mehdi Hijaouy s'est exilé dans un pays non révélé pour des raisons de sécurité. La police d'Hammouchi a arrêté nombre de ses proches, présentés par la presse aux ordres comme des *« complices »* de son *« organisation criminelle »*.

Si cette affaire importe aux yeux des observateurs de la scène marocaine, c'est qu'elle dépasse le cas personnel de Mehdi Hijaouy. *« Il est clair qu'Hammouchi profite de l'occasion pour affaiblir le chef de la DGED, Mansouri, au motif que ce dernier n'aurait pas su gérer Hijaouy, un homme issu de ses rangs »*, décrypte une source familière des milieux sécuritaires. Si les effectifs de la DGED (autour de 4 500 personnes) sont inférieurs de moitié à ceux de la DGST, son budget est très largement supérieur. Un « trésor de guerre » de nature à susciter des convoitises.

Outre l'appareil sécuritaire, l'économie est l'autre front où se télescopent les ambitions. L'essor spectaculaire, depuis une vingtaine d'années, d'une classe d'oligarques, dont le premier ministre Aziz Akhannouch est la figure emblématique, nourrit d'évidentes tensions. Celles-ci ont été avivées, à l'automne 2024, par un remaniement gouvernemental qui a vu le « roi de la sucette » Mohamed Saad Berrada, un homme d'affaires proche d'Aziz Akhannouch ayant fait fortune dans la confiserie, remplacer au ministère de l'éducation Chakib Benmoussa, un grand commis de l'Etat très respecté. Le symbole ne pouvait être plus puissant.

Alors que les chantiers bourdonnent déjà dans la perspective de la Coupe du monde de football de 2030, que le Maroc accueillera aux côtés de l'Espagne et du Portugal, le décalage croissant entre l'affairisme débridé des entrepreneurs proches du gouvernement d'Aziz Akhannouch et la précarité sociale dont souffrent les couches populaires a tout d'une bombe à retardement. Le roi lui-même a trahi son inquiétude dans son discours du 30 juillet, lors de la Fête du trône, en s'alarmant d'*« un Maroc avançant à deux vitesses »*.

Dans une espèce de jeu de rôle peu facile à décrypter, le sommet de l'Etat distille ainsi un discours populiste, probablement destiné à désamorcer le malaise social, mais s'exerçant – suprême paradoxe – contre un gouvernement dirigé par un ami du roi. *Barlamane*, proche du patron de la police Abdellatif Hammouchi, est à la manœuvre dans cette opération. Fin juillet, le site s'en prend au chef du gouvernement : *« Egalement propriétaire du conglomérat Akwa Group,* [Aziz Akhannouch] *poursuit l'expansion de ses affaires privées, tant au Maroc qu'à l'étranger, à un moment où la population exprime un mécontentement croissant face à l'érosion du pouvoir d'achat, à la flambée des prix et à la dégradation des services publics essentiels. »*

Le poids de la famille

Au-delà de ces remontrances théâtralisées, la virulence des attaques trahit une guerre de l'ombre entre oligarques et *« sécuritaires »*. Et, dans cette partie de bras de fer, ces derniers se donnent le beau rôle. *« La dérive affairiste est telle que beaucoup de Marocains sont rassurés de voir que des sécuritaires comme Hammouchi peuvent former un rempart destiné à protéger l'Etat régalien des appétits des oligarques »*, relève un entrepreneur marocain. Des manœuvres pour le moins paradoxales. A l'instar de la campagne de presse de 2021-2023 hostile à la fratrie Azaitar, pilotée par Hammouchi et surtout par le « vice-roi » Fouad El-Himma, très dépité de voir son accès à Mohammed VI entravé par ces nouveaux favoris du palais, ce type de campagne au nom de l'intérêt supérieur de l'Etat bute sur une limite systémique : comment le makhzen alarmé peut-il s'opposer aux choix personnels du roi ?

Dans ce tableau d'une monarchie en phase de transition, un autre pôle, celui de la famille royale, pèse également de tout son poids. *« Mohammed VI ne s'intéresse plus qu'à trois choses : l'économie, la diplomatie et la famille »*, confie un habitué du sérail. Il semble mettre les choses en bon ordre, à son rythme. S'il expose à la lumière le prince héritier, Moulay Al-Hassan, majeur depuis 2021, c'est sans précipitation, pour ne pas se disqualifier lui-même du jeu. De la même manière, Mohammed VI veille sur les activités de ses trois sœurs, les princesses Lalla Meryem, Lalla Hasnaa et Lalla Asma, avec un soin méticuleux qui peut sembler décalé au regard des urgences brûlantes du royaume. Lors des préparatifs de la Conférence des Nations unies sur l'océan, fin juin, à Nice, où Lalla Hasnaa l'avait représenté, il s'était ainsi enquis du protocole et des horaires jusqu'au menu détail.

Mohammed VI surveille aussi, cette fois avec agacement, les activités de son cousin germain Moulay Hicham, enseignant à l'université de Californie à Berkeley et surnommé le « prince rouge » pour ses plaidoyers en faveur d'une monarchie constitutionnelle. Le sens de la famille a toutefois prévalu quand, au milieu des bombardements israéliens au Liban, en octobre 2024, le monarque s'était mobilisé pour faire rapatrier au Maroc, de Beyrouth, où elle réside d'ordinaire, la mère de Moulay Hicham, Lalla Lamia Essolh (88 ans). Quant au sort de son ex-épouse, Lalla Salma, la mère de ses deux enfants – Moulay Al-Hassan et Lalla Khadija –, brutalement écartée du palais après leur divorce en 2018, il s'annonce sans nul doute épineux. Début avril, en plein Aïd-el-Fitr, Mohammed VI l'a reçue en son palais de Rabat, en compagnie de leurs enfants, afin de régler certaines affaires familiales. Un geste d'apaisement pour déminer ce qu'il y avait à déminer. ■

CHRISTOPHE AYAD ET FRÉDÉRIC BOBIN

Prochain épisode *Le roi, l'islam et les islamistes*

DIMANCHE 31 AOÛT - LUNDI 1ER SEPTEMBRE 2025
81E ANNÉE – N° 25090
3,80 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR –
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde

ALAIN DEJEAN/SYGMA/GETTY IMAGES

L'ÉTÉ DE L'ÉPOQUE – LE MYSTÉRIEUX ACCIDENT QUI HANTE LA NATIONALE 7

Crise politique : la pression se porte sur Macron

▸ Avec la chute annoncée de François Bayrou, lors du vote de confiance prévu le 8 septembre, le chef de l'Etat se retrouve en première ligne

▸ Emmanuel Macron repousse par avance le scénario d'une dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles législatives, réclamé par le RN et LFI

▸ « On a un Parlement qui reflète les fractures du pays. C'est aux responsables politiques de savoir travailler ensemble », justifie le président

▸ Les oppositions mettent en garde contre la nomination d'un nouveau premier ministre de centre droit, assurant qu'il sera immédiatement censuré

▸ Le spectre d'un mouvement social d'ampleur le 10 septembre et le vote du budget obligent le chef de l'Etat à agir vite

PAGES 7 ET 8

ANCHORAGE, MOSCOU, WASHINGTON

LES COULISSES D'UN MOIS DIPLOMATIQUE SOUS HAUTE TENSION

▸ Face à un Vladimir Poutine inflexible sur l'Ukraine, Donald Trump a semblé naviguer à vue durant tout le mois d'août

▸ « Le Monde » raconte l'envers des négociations entre Russes, Américains et Européens, avec ses faux-semblants et ses coups de bluff

PAGES 4-5

Après la conférence de presse commune sur la base militaire Elmendorf-Richardson, à Anchorage (Alaska), le 15 août.
GAVRIIL GRIGOROV/TASS

Commerce
Revers judiciaire pour les droits de douane de Trump

Une cour d'appel fédérale a déclaré illégaux les droits de douane dits « réciproques » imposés par la Maison Blanche, qui va saisir la Cour suprême

PAGE 13

Education
A l'école, le difficile accueil des handicapés

Malgré des progrès, une partie des 520 000 élèves en situation de handicap rencontre toujours des difficultés pour obtenir un accompagnement adapté et est ainsi contrainte à une scolarisation à temps partiel

PAGE 9

Environnement
La qualité de l'air s'est nettement améliorée à Paris en dix ans

PAGE 10

Tourisme
Les Français toujours plus séduits par les camping-cars

PAGE 13

Musique
Dans la caravane sonore de l'artiste électro Thylacine, en Namibie

PAGE 14

Migrations
Le « Wir schaffen das » de Merkel, dix ans après

Le choc migratoire de 2015, avec un afflux massif de réfugiés syriens, a été bien absorbé par la société allemande, donnant raison à l'ancienne chancelière, qui avait promis : « Nous y arriverons »

PAGE 2

L'ÉTÉ EN SÉRIES

MOROCCAN ROYAL PALACE/AFP

L'ÉNIGME MOHAMMED VI
Le roi, l'islam et les islamistes
Son statut de « commandeur des croyants » vaut au souverain une aura qui lui a permis de contrer les ambitions des islamistes

PAGES 20-21

LA « PENSÉE 68 » FACE AU MOMENT TRUMP
Jean-Christophe Bailly, écrivain et philosophe
La « convergence des luttes » a cédé la place à la « convergence des haines », regrette le dramaturge

PAGE 22

ÉDITORIAL

L'ENTENTE FRANCO-ALLEMANDE À L'ÉPREUVE DES INCERTITUDES POLITIQUES FRANÇAISES

P. 24 ET NOS INFORMATIONS P. 12

M 00147 - 831 - F: 3,80 €

Allemagne 4,80 €, Andorre 4,30 €, Autriche 4,50 €, Belgique 4,00 €, Espagne 4,30 €, Grèce 4,20 €, Guadeloupe-Martinique 4,00 €, Italie 4,20 €, Luxembourg 4,20 €, Maroc 32 DH, Pays-Bas 4,60 €, Portugal cont. 4,30 €, La Réunion 4,00 €, Sénégal 2 500 F CFA, Suisse 4,80 CHF, Tunisie 7,10 DT

EN SÉRIES

Le roi, l'islam et les islamistes

L'énigme Mohammed VI – 6|6 – Son statut de « commandeur des croyants » vaut au souverain marocain une aura particulière. Il lui permet aussi de contrer les ambitions des islamistes, dont il rejette le projet politique et la manière de vivre

Si Paris vaut bien une messe, Casablanca vaut bien une fatwa. Le 26 février, le roi Mohammed VI du Maroc s'adresse à ses sujets en tant que « commandeur des croyants ». Il leur demande de ne pas sacrifier de moutons, comme le veut la tradition, pour l'Aïd-el-Adha, la « fête du sacrifice », prévue en juin, qui commémore le sacrifice d'Abraham. La raison de cette entorse au rituel ? *« Notre pays affronte des défis climatiques et économiques qui ont eu pour conséquence une régression substantielle du cheptel »*, précise le roi dans un discours lu à la télévision publique par le ministre des affaires religieuses. *« L'accomplissement* [du rituel de l'Aïd] *dans ces conditions difficiles est susceptible de porter préjudice »* à une grande partie des habitants du pays, *« particulièrement ceux à revenu limité »*, ajoute le souverain chérifien. Après sept années de sécheresse d'affilée, le nombre de têtes de bétail s'est, de fait, effondré, faisant flamber les prix.

Le 7 juin, jour de l'Aïd-el-Adha, Mohammed VI assiste à la prière. Il procède ensuite, comme le faisait le prophète Mahomet, au sacrifice de deux béliers, l'un pour sa famille, l'autre pour la communauté, devant les caméras de la télévision nationale. La plupart de ses compatriotes ont respecté sa recommandation, évitant ainsi de débourser de 6 000 à 7 000 dirhams (de 600 à 700 euros) pour un animal, alors que le salaire minimum est inférieur à 300 euros par mois.

Aucune polémique, aucune récrimination. Ce n'est pas la première fois que la population est appelée à la frugalité à l'occasion de l'Aïd : Hassan II, le père de Mohammed VI, avait déjà interdit le sacrifice à trois reprises : en 1963, à cause de la « guerre des sables » avec l'Algérie ; en 1981 et en 1996, en raison, déjà, de sécheresses dévastatrices Aucun autre dirigeant musulman ne s'est risqué à émettre une telle recommandation aux fidèles, de peur d'encourir les foudres des oulémas (savants religieux) ou des islamistes. Mais il faut dire qu'aucun ne dispose non plus d'une légitimité religieuse identique à celle du commandeur des croyants, dont la dynastie est réputée remonter jusqu'à la famille du Prophète.

« Pas une fonction religieuse »

Rappelons aussi que ce titre renvoie à un passé glorieux dans le monde arabo-musulman : l'époque des califes ayant succédé à Mahomet, au VIIe siècle. Quel dirigeant arabe ou musulman pourrait se prévaloir d'un tel prestige ? Pas même les Saoudiens, si prompts à se présenter comme les *« gardiens des deux lieux saints »*, La Mecque et Médine. Pour l'islamologue et politologue franco-marocain Rachid Benzine, le pouvoir du roi s'étend au-delà des seuls musulmans : *« En tant que commandeur des croyants, il commande aussi aux juifs et aux chrétiens, considérés comme des croyants dans l'islam. »* Même si ces minorités sont très limitées – 30 000 chrétiens et de 1 500 à 2 000 juifs vivent dans ce pays de plus de 38 millions d'habitants –, cette affirmation illustre l'étendue de son influence. En somme, le commandeur des croyants est le « commandeur des Marocains », de tous les Marocains. Mais son influence ne dépasse pas les frontières du royaume, à l'exception de celle qui est exercée sur les nombreux émigrés, en particulier en Europe.

« Comprendre le titre de "commandeur des croyants" comme une fonction religieuse est un contresens, décrypte le politologue Youssef Belal, spécialiste de l'islam marocain. *C'est un rôle de commandement, mais, dans la réalité, ce sont les oulémas qui ont le pouvoir religieux entre leurs mains. Ce titre permet surtout au roi de se placer au-dessus du jeu politique et constitutionnel. »* Au départ, c'est le maréchal Hubert Lyautey (1854-1934), grand architecte du protectorat français au Maroc, qui eut l'idée d'insister sur la dimension religieuse du sultan du Maroc (le terme employé, plutôt que celui de « roi », avant l'indépendance), afin de mieux le tenir éloigné de la réalité des affaires politiques. *« On s'est attaché d'abord à rehausser le prestige personnel du sultan en faisant revivre autour de lui les anciennes traditions et le vieux cérémonial de cour, à garantir scrupuleusement l'autonomie de son pouvoir religieux, à raffermir sa confiance et son autorité en l'associant à nos projets, en sollicitant ses réflexions et avis »*, écrit Lyautey, en 1914, dans son *Rapport général sur la situation du protectorat du Maroc*. Le maréchal dessina lui-même le drapeau national, une étoile verte à cinq branches (comme les cinq piliers de l'islam) sur bannière rouge, la couleur de la dynastie alaouite.

L'officialisation de la qualité de « commandeur des croyants » intervient bien plus tard, et doit tout au génie politique de Hassan II. Au début des années 1960, celui-ci n'est encore qu'un jeune souverain contesté par le Parti de l'Istiqlal (« indépendance »), qui réclame un partage du pouvoir au nom de son rôle dans la lutte pour l'indépendance, acquise en 1956. Soucieux de consolider son emprise sur le pays, Hassan II prend alors l'initiative d'inscrire dans la Constitution de 1962 la fameuse règle qui fait de lui le commandeur des croyants. Ce qui était tacite depuis Lyautey est désormais gravé dans le marbre. Un autre article ajouté à la Constitution présente la personne du roi comme *« inviolable et sacrée »*.

Destiné, à l'origine, à contrer les revendications de la gauche en faveur d'une république, ce titre sera bien utile, à partir des années 1980, lorsqu'il faudra contenir la menace islamiste, de plus en plus marquée, au Maroc, dans le monde arabe et en Europe. Hassan II en use d'ailleurs – et ne se prive pas de le faire savoir – pour dénouer la crise provoquée en France par des lycéennes franco-marocaines voilées, à Creil (Oise), en 1989. Grâce à son conseil *« paternel »*, les jeunes filles en question acceptent de retirer leur foulard en classe. Hassan II, qui a fait bâtir à Casablanca une gigamosquée portant aujourd'hui son nom, s'intéressait tant aux questions religieuses qu'il avait invité le pape Jean Paul II dans son pays, en 1985. Lors de cette visite, rarissime en terre musulmane, le souverain pontife polonais s'était adressé à 80 000 jeunes musulmans rassemblés dans le stade de Casablanca. *« Le dialogue entre chrétiens et musulmans est aujourd'hui plus nécessaire que jamais »*, avait-il déclaré à la foule. Trente-quatre ans plus tard, en mars 2019, un autre pape, François, s'est rendu au Maroc, cette fois à l'invitation de Mohammed VI, pour transmettre le même message devant 25 000 personnes, à Rabat.

Formé à l'école coranique parallèlement à ses études profanes au Collège royal, Mohammed VI n'a pas vraiment innové en matière de religion. Disons plutôt qu'il a placé ses pas dans ceux de son père. Hassan II avait instauré un cycle de conférences télévisées pendant le ramadan, intitulé les « Dourous hassaniya » (que l'on peut traduire par les « leçons hassaniennes », mais qui est aussi un jeu de mots sur le prénom du roi et sur *hassana*, signifiant « bonnes actions »), durant lesquelles il aimait à discourir sur des sujets religieux. Mohammed VI a maintenu la tradition, tout en se tenant davantage en retrait, se contentant le plus souvent de poser des questions à des *« savants »* et d'écouter. *« C'est devenu un rituel de la mise en scène*, explique un observateur de la scène religieuse. *Mohammed VI n'a pas d'appétit pour la question religieuse. Il exerce sa fonction en respectant le rituel. Cela se limite à cela. »*

> « MOHAMMED VI EXERCE SA FONCTION EN RESPECTANT LE RITUEL. CELA SE LIMITE À CELA », EXPLIQUE UN OBSERVATEUR

Pas question, pour autant, d'aller jusqu'à reconnaître une véritable liberté de conscience aux Marocains – et donc celle de ne pas croire en Dieu –, ce qui risquerait d'affaiblir son statut de commandeur des croyants. L'échec de la tentative d'insérer cette notion de liberté dans la Constitution, lors de la révision de 2011, a souligné les limites de l'ouverture du royaume dans ce domaine. Les progressistes marocains ont vécu cet échec comme une amère défaite. Malgré tout, l'islam pratiqué dans leur pays demeure tolérant et pragmatique, comme l'atteste la recommandation du roi sur le sacrifice pour l'Aïd-el-Adha.

Si le commandeur des croyants est tenu de faire bonne figure en public, sa vie privée n'appartient qu'à lui. Une courte vidéo captée en août 2022 par un automobiliste parisien, et largement commentée sur les réseaux sociaux, le montre titubant légèrement, un verre à la main, à la sortie d'un établissement nocturne. De source proche du cercle royal, les soirées au palais jusqu'à la fin des années 2010 étaient passablement arrosées, pas tant par le roi lui-même que par ses proches conseillers. Cela a changé depuis qu'il s'entoure de combattants d'arts martiaux mixtes, adeptes d'une hygiène de vie sportive et pratiquant une religiosité populaire, plus rigide que celle de la haute bourgeoisie de Rabat ou de « Casa ». Au pays, tout cela est de notoriété publique, mais personne n'a jamais reproché ces entorses, du moins à haute voix. Et d'ailleurs, qui ne s'arrange pas, à un moment ou à un autre, avec les règles religieuses ?

Si l'islam est privé, l'islamisme, lui, concerne au plus haut point l'avenir de la royauté. Or, assure un proche, *« Mohammed VI a horreur des islamistes, il les abhorre »*, tant leur projet politique que leur manière de vivre. Depuis l'effondrement des idéologies inspirées par le nationalisme arabe et le marxisme, depuis que l'armée n'est plus sortie des casernes, le fondamentalisme religieux est la principale menace pour le trône. Au Maroc, il se divise en trois branches : les légalistes du Parti de la justice et du développement (PJD), intégrés au jeu politique ; les réfractaires du mouvement, non reconnu mais toléré, Al-Adl wal-Ihsane (Justice et bienfaisance), dont le fondateur, cheikh Abdessalam Yassine (1928-2012), n'a jamais approuvé la qualité de commandeur des croyants attribuée au roi ; et enfin les insurgés que sont les djihadistes, affiliés à Al-Qaida ou à l'organisation Etat islamique.

Riposte au terrorisme

Le 11 septembre 2001, lorsque les tours du World Trade Center, à New York, s'effondrent sous les yeux du monde entier, Mohammed VI ne veut pas croire que son pays sera entraîné dans la tourmente. Un mois et demi plus tard, interrogé par la journaliste française Anne Sinclair pour le compte de l'hebdomadaire *Paris Match*, il décrit un Maroc épargné par les soubresauts. *« Je ne vois vraiment pas où est la menace islamiste !*, s'exclame-t-il. *Je me promène dans mon pays, sans aucun problème. Je n'ai pas augmenté l'effectif de ma sécurité… Ici, les gens qui ont envie d'être barbus ont le droit de porter la barbe, les femmes qui ont envie de se voiler le visage en ont le droit. »* Afin de faire pièce à la guerre de civilisation qui pointe, le palais met en avant le dialogue interreligieux, mis en scène par son conseiller juif, André Azoulay.

Cette illusion de quiétude vole en éclats le 16 mai 2003. Une douzaine de terroristes, issus pour la plupart du bidonville casablancais de Sidi Moumen ou du département français des Yvelines, commettent cinq attentats-suicides presque simultanés en visant des cibles juives, touristiques et étrangères à Casablanca, la capitale économique du royaume. Le bilan est de 33 morts et d'une centaine de blessés. Il aurait pu représenter le triple si les auteurs n'avaient pas fait preuve d'une forme d'amateurisme – le cimetière juif était vide, et un centre hébraïque fermé le vendredi soir. Moins d'un an plus tard, le 11 mars 2004, une cellule terroriste composée de plusieurs dizaines de personnes, en majorité des Marocains, fait exploser des bombes dans plusieurs sites à Madrid, dont la gare d'Atocha, tuant près de 200 personnes. Une attaque revendiquée par Al-Qaida. Le royaume de Mohammed VI ne peut plus se réfugier derrière les explications habituelles du type « ces gens n'ont rien à voir avec l'islam ».

Au Maroc, la riposte des autorités sera à la fois sécuritaire et politique. La traque des cellules djihadistes s'intensifie. Les arrestations se comptent par milliers, les condamnations, par centaines. Rabat accueille certains vols secrets de la CIA, l'agence centrale du renseignement américaine, destinés à transférer de présumés terroristes vers des sites où ils seront interrogés et torturés en toute discrétion. A la manœuvre, un trio qui est encore en place de nos jours. Fouad El-Himma, plus proche conseiller et ami d'enfance du roi, assure la coordination de l'architecture sécuritaire du pays, d'abord en tant que numéro deux du ministère de l'intérieur (1999-2007), puis comme conseiller principal de Mohammed VI. Yassine Mansouri, lui aussi issu du Collège royal, pilote depuis 2005 la direction générale des études et de la documentation, autrement dit le renseignement extérieur. Abdellatif Hammouchi agit en tant que patron de la direction générale de la surveillance du territoire, le renseignement intérieur, poste qu'il occupe depuis 2005 – il deviendra patron de la direction générale de la sûreté nationale (police nationale) en 2015.

Après les attentats de 2003, les mosquées sont reprises en main, et les confréries soufies, perçues comme un rempart à l'islamisme, remises au goût du jour. Tous les imams ne sont pas « fonctionnarisés », mais il leur faut tous obtenir une autorisation pour prêcher. Les prêches, sans faire l'objet d'une autorisation préalable, doivent respecter certaines « lignes rouges », à commencer par la légitimité de la monarchie. Un nouveau Conseil supérieur des oulémas – présidé

Le roi du Maroc, Mohammed VI, lors du 25e anniversaire de son intronisation, au palais royal de Tétouan, le 31 juillet 2024.
AGENCE MAROCAINE DE PRESSE VIA AFP

par le roi en personne – est instauré en 2009, de même qu'un Institut Mohammed-VI de formation des imams, en 2014. Ce dernier sera renforcé en 2015 par la Fondation Mohammed VI des oulémas africains, destinée à diffuser la version marocaine d'un islam du *« juste milieu »*. Au fil du règne de Mohammed VI, l'islam est ainsi devenu un outil du soft power marocain en Afrique.

Réforme du code de la famille

L'ouverture aux autres religions ajoute à la réputation internationale du Maroc. Depuis 1962, la Constitution édicte que l'Etat *« garantit le libre exercice des cultes »*. Certes, les lois fondamentales de l'Algérie et de la Tunisie en font de même. Mais, dans la pratique, le royaume s'est distingué en abritant, en 2012, un centre de formation théologique chrétien – fait unique dans un pays musulman. Installée à Rabat, cette institution, baptisée « Al-Mowafaqa » (« l'accord »), prépare à une licence de théologie en liaison avec l'Institut catholique de Paris et la Faculté de théologie protestante de l'université de Strasbourg. Ainsi se forme localement une partie du « personnel » religieux destiné à encadrer le réveil spectaculaire du christianisme dans le royaume, nourri par les flux de migrants subsahariens de confession catholique ou protestante. Avec des limites, tout de même : les cadres diplômés d'Al-Mowafaqa sont exclusivement des non-Marocains.

Le commandeur des croyants surveille de près le risque d'une « contagion » des nationaux musulmans par cette renaissance chrétienne aux couleurs africaines. Le prosélytisme est proscrit par la loi ; l'article 220 du code pénal prévoit des peines d'emprisonnement de *« six mois à trois ans »* pour quiconque *« emploie des moyens de séduction dans le but d'ébranler la foi d'un musulman ou de le convertir à une autre religion »*. Illustration de l'extrême sensibilité du sujet, le gouvernement avait expulsé, en 2010, plusieurs dizaines de missionnaires – principalement américains – d'Eglises évangéliques opérant, sous le couvert d'actions humanitaires, dans les villages pauvres du Moyen Atlas. Désagréablement surpris par cette décision, alors que

AVEC L'EFFACEMENT DU NATIONALISME ARABE ET DU MARXISME, LE FONDAMENTALISME EST DEVENU LA PRINCIPALE MENACE POUR LE TRÔNE

les relations entre Washington et Rabat étaient étroites, l'ambassadeur américain avait protesté. Autre indice de la nervosité permanente des autorités face au risque d'*« ébranlement de la foi »* : à chaque célébration de Noël, un policier en civil filme l'assistance des fidèles rassemblés à la cathédrale de Rabat, au cas où des convertis ayant quitté l'islam s'y mêleraient. L'existence de cette communauté quasi clandestine de transfuges, évaluée entre 2000 et 6000 personnes, dont les représentants se plaignent de persécutions de la part de la police tout autant que de l'ostracisme de la société, demeure un tabou au pays du commandeur des croyants.

Mais, en deçà des fameuses « lignes rouges », bien des choses restent possibles, comme l'a montré le chantier des droits de la femme. Dès 2003, le roi avait défini ainsi sa marge de manœuvre : *« Je ne peux autoriser ce que Dieu a prohibé ni interdire ce que le Très-Haut a autorisé. »* Un an plus tard, il fait adopter par le Parlement la réforme de la Moudawana, ce code de la famille qui infériorise la femme. *« Cette réforme correspond aux convictions profondes de Mohammed VI, c'est aussi une réponse aux attentats de Casablanca »*, analyse Youssef Belal. Il faut se rappeler que l'une des premières mesures de Mohammed VI à son accession au trône, en 1999, avait consisté à dissoudre le harem royal de son père.

La nouvelle Moudawana est audacieuse. Elle restreint la polygamie, relève à 18 ans l'âge minimum légal du mariage (contre 15 ans auparavant), supprime le statut de « chef de famille » accordé jusque-là au mari, permet à une femme de divorcer au cas où son mari souhaiterait prendre une deuxième épouse… Mais, dans les faits, elle est mal appliquée par une magistrature très conservatrice. Le symbole n'en reste pas moins important, autant que les dispositions. Sous l'impulsion du roi, une « Moudawana 2 » est d'ailleurs en préparation pour compléter et améliorer la réforme précédente. *« L'idée est d'offrir une meilleure protection à la femme et aux enfants en cas de divorce,* précise Rachid Benzine. *Le roi aurait aimé aller plus loin, mais il faut tenir compte des tensions et pesanteurs de la société. »* Ainsi sera-t-il difficile de remédier aux inégalités hommes-femmes en matière d'héritage, tant le texte coranique est précis sur ce point.

Au Maroc, comme ailleurs dans le monde arabe (Tunisie, Egypte), les premiers à avoir profité des « printemps arabes » de 2011 furent les islamistes, en particulier le PJD. Ce parti affilié aux Frères musulmans s'était tenu à l'écart, au nom de la stabilité du royaume, des manifestations étudiantes, de janvier à mars, réclamant plus de libertés et d'équité. Mais c'est lui qui a récolté les fruits de la contestation, puis de la réforme constitutionnelle de juillet, en arrivant largement en tête des législatives organisées au mois de novembre de la même année.

A l'époque, cette victoire est un coup de tonnerre. Pour la première fois, les islamistes sont le premier parti du Maroc. Le secrétaire général du parti, Abdelilah Benkirane, est nommé premier ministre, conformément à la nouvelle Constitution. A la tête d'un gouvernement de coalition dans lequel les islamistes tiennent le haut du pavé, il tranche avec ses prédécesseurs. C'est une « grande gueule », un personnage truculent, réputé pour son sens de la formule. *« Ses discours étaient très suivis par la population,* note un politologue. *Le roi en a pris ombrage. »* Tout en faisant allégeance au pouvoir royal, Abdelilah Benkirane multiplie les piques. Quand on lui demande s'il a sollicité l'autorisation du roi pour se représenter aux législatives de 2016, il répond, bravache : *« Je n'ai besoin que de l'autorisation de ma mère. »* L'homme a du caractère, il n'hésite pas à mettre sur la place publique ses désaccords avec le palais, qui portent sur les choix budgétaires et les orientations de politique générale. La religion n'est pas un terrain d'affrontement entre les deux hommes, du moins publiquement.

Jeu d'usure

Si le bilan du gouvernement Benkirane est assez décevant, la popularité de son parti demeure intacte. En 2016, le PJD remporte les législatives avec encore plus de voix qu'en 2011. Ce succès est un coup dur pour Mohammed VI. Décidé à imposer une guerre d'usure aux islamistes, le souverain commence par inciter ses alliés au Parlement à refuser toute nouvelle coalition tant que Benkirane sera en poste. Finalement, le PJD plie et désigne Saad-Eddine Al-Othmani chef du nouveau gouvernement. Plus terne et moins rétif que Benkirane, il va poser moins de problèmes au palais, qui regagne peu à peu toutes ses prérogatives d'avant la Constitution de 2011. *« Mohammed VI a véritablement usé les islamistes, comme Mitterrand l'avait fait pendant la cohabitation avec Chirac »*, se souvient, en connaisseur, l'ancien ministre des affaires étrangères français (1997-2002) Hubert Védrine, qui a toujours gardé un œil intéressé sur les péripéties du royaume. Entre 2016 et 2021, le palais pousse le gouvernement à faire adopter quatre mesures qui minent profondément la popularité des islamistes : l'arrêt des subventions aux carburants, la légalisation du cannabis thérapeutique, le renforcement de la place du français dans l'enseignement public et, enfin, la normalisation des relations avec Israël.

« La stratégie de la monarchie consiste précisément à faire endosser le coût politique des décisions par un gouvernement bouclier, qui la met à l'abri de la contestation directe », écrivait déjà Youssef Belal dans un article sur « L'islam politique au Maroc » dans la revue *Pouvoirs*, en 2013. Après deux législatures éreintantes, le PJD perd largement les élections de 2021 au profit du Rassemblement national des indépendants, une formation pilotée par un proche du roi, l'homme d'affaires Aziz Akhannouch. En douceur et sans recourir à l'arme de la répression, Mohammed VI a su éteindre la flamme islamiste, du moins sa frange légaliste et partisane. Mais le feu couve toujours sous la cendre. Le mouvement Al-Adl wal-Ihsane, sans reconnaissance légale mais toléré par le pouvoir, reste un grand point d'interrogation.

En janvier 2015, après les attentats visant notamment l'hebdomadaire *Charlie Hebdo*, des policiers et un magasin Hyper Cacher, à Paris, Mohammed VI n'avait pu se permettre de s'afficher, avec les autres chefs d'Etat, à l'immense manifestation de solidarité organisée dans la capitale française, son statut de commandeur des croyants lui interdisant de défendre le droit au blasphème. On le dit aussi choqué et alarmé, en privé, par le tour que prend le débat sur l'islam en France, attisé par une partie de la droite et de l'extrême droite, ainsi que par certains médias de la sphère Bolloré. *« Le rappeur Maître Gims, avec lequel il s'entretient de façon régulière, a pu le conforter dans cette vision d'une France de plus en plus raciste et islamophobe »*, assure un diplomate français.

Ironie de l'histoire : les partis qui attisent le plus les crispations identitaires autour de l'islam, le Rassemblement national et Les Républicains, sont les plus promarocains de l'espace politique français. Ils ont régulièrement reçu un bon accueil à Rabat. Nicolas Sarkozy, le premier à lancer le débat sur l'*« identité nationale »* en France, à la fin des années 2000, passe souvent des vacances dans des palais mis à sa disposition par Mohammed VI. Quant à Jean-Claude Martinez, ancien vice-président du Front national (1985-2008), il a publié, en 2015, une biographie dithyrambique du souverain marocain, *Mohammed VI. Le roi stabilisateur* (éditions Jean-Cyrille Godefroy). Ce n'est que le énième paradoxe de ce roi qui s'inquiète des extrêmes en France mais leur déroule le tapis rouge chez lui. Un roi plus modeste et accessible que son père, mais beaucoup plus riche et lointain que lui. Un roi qui s'autorise audaces et libertés, mais n'en accorde pas tant que ça à ses sujets. Un roi libéral qui a éteint toute forme d'opposition dans son pays. Un roi, enfin, qui n'aime guère gouverner, mais se délecte à régner. ■

CHRISTOPHE AYAD ET FRÉDÉRIC BOBIN

FIN